



Gazette Officielle de Québec

PUBLIEE PAR AUTORITÉ

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

PROVINCE OF QUEBEC

QUÉBEC, SAMEDI, 10 DÉCEMBRE 1921.

QUEBEC, SATURDAY, 10TH DECEMBER, 1921.

AUX ANNONCEURS DANS LA GAZETTE
OFFICIELLE

TO ADVERTISERS IN THE OFFICIAL
GAZETTE

Ceux qui transmettent des annonces pour être insérées dans la *Gazette Officielle* voudront bien se conformer aux règlements ci-dessous :

1. Adresser : l'Imprimeur du Roi, Québec.
2. Spécifier le nombre d'insertions.

PARTIES sending advertisements to be inserted in the *Official Gazette* will please observe the following rules :

1. Address : The King's Printer, Quebec.
2. Specify the number of insertions required.

TARIF DES ANNONCES :

Première insertion, 15c par ligne (mesure agate).

Insertions subséquentes, 5c par ligne (mesure agate).

Traduction, 50c par 100 mots.

Gazette Officielle, par exemp., 30c.

Feuilles volantes, \$1.00 par douzaine.

Un acompte couvrant à peu près le montant de l'annonce est exigé pour la publication des documents qui ne doivent être insérés qu'une fois. Le surplus d'argent vous sera remis, s'il y a lieu.

Pour les avis qui doivent être publiés deux fois ou plus, le montant doit être payé sur réception de la facture, avant la deuxième publication, qui sera annulée, si ces conditions n'ont pas été remplies.

ADVERTISING RATES :

First insertion, 15 cents per line (agate measure).

Subsequent insertions, 5 cents per line (agate measure).

Translation, 50 cents per 100 words.

Official Gazette, 30 cents per single number.

Slips \$1.00 per dozen.

Notices which are to be inserted once only, are strictly payable in advance. Over payment, if any, will be refunded.

For notices which require two or more insertions, payment must be made upon reception of the account, before the second publication, which will be cancelled, if above conditions have not been fulfilled.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la "Gazette Officielle" du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, \$7. par année, est invariablement payable d'avance, et que l'envoi de la *Gazette* sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'un exemplaire de la *Gazette*, ils doivent faire une remise en conséquence.

N. B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante :

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre ; le deuxième est celui de la livraison de la *Gazette* pour la première insertion ; et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,

LS-A. PROULX.

Hôtel du gouvernement.

4135

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock noon, on Thursday, will not be published in the "Official Gazette" of the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription of \$7. per annum, is invariably payable in advance, and that the *Gazette* will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the *Gazette*, they must remit accordingly.

N.-B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning :

The first number is our document number ; the second number, the *Gazette* number ; and the last number, the number of insertions of the notice.

Notices published only once are only followed by our document number.

LS-A. PROULX,

King's Printer.

4136

Government House.

Proclamation

Canada,
Province de
Québec.

C. FITZPATRICK.

[L. S.]

GEORGE V, par la grâce de Dieu, roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes :

A Nos très aimés et fidèles conseillers les membres du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de la province de Québec,—SALUT.

ATTENDU que, pour diverses considérations, il est à propos de convoquer la Législature de la province de Québec pour l'expédition des affaires, Nous vous convoquons par les présentes pour le DIX JANVIER prochain et, en conséquence, vous mandons et ordonnons de vous assembler à cette date au palais législatif, en la cité de Québec, pour y expédier les affaires de la province et y examiner, discuter et décider les questions qui vous seront soumises.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de Québec. TÉMOIN : Notre très fidèle et bien-aimé le très honorable sir CHARLES FITZPATRICK, membre de Notre très honorable Conseil privé, chevalier grand-croix de Notre ordre très distingué de Saint-Michel et Saint-Georges, etc., lieutenant-gouverneur de ladite province.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à Québec, ce DIX-SEPTIÈME jour de NOVEMBRE, l'an de grâce mil neuf cent vingt et un et de Notre règne le douzième.

Par ordre,

Le greffier de la couronne

en chancellerie à Québec,

3983—40-7

L.-P. GEOFFRION.

Proclamation

Canada,
Province of
Quebec.

C. FITZPATRICK.

[L. S.]

GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God, King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, Defender of the Faith, Emperor of India :—

To Our Well-Beloved and Faithful Councillors the Members of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of the Province of Quebec, GREETING.

WHEREAS, for various considerations, it is expedient to convoke the Legislature of the Province of Quebec for the dispatch of business, We hereby convene you for the TENTH day of JANUARY next and, accordingly, command and order you to meet on such date at the Parliament Buildings, in the city of Quebec, for the dispatch of the business of the Province, and to examine, discuss and decide the questions to be submitted to you.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the great Seal of Our said Province of Quebec to be hereunto affixed. WITNESS : Our Right Trusty and Well-Beloved the Right Honourable SIR CHARLES FITZPATRICK, Member of Our Most Honourable Privy Council, Knight Grand-Cross of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, etc., Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of Quebec, this SEVENTEENTH day of the month of NOVEMBER, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and twenty one and in the twelfth year of Our Reign.

By command,

L.-P. GEOFFRION,

Clerk of the Crown in Chancery, Quebec.

3984—46-7

Nominations

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif de faire la nomination suivante :

Québec, le 16 novembre 1921.

M. le lieutenant-colonel de la Bruère Girouard, juge de paix avec double juridiction en vertu des articles 3361 et suivants des S.R.Q., 1909, et de ses amendements à ceux, pour les districts de Montréal et de Terrebonne. 4235

Appointments

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased by and with the advice and consent of the Executive Council, to make the following appointments, viz :

Quebec, 16th November, 1921.

Lieutenant-Colonel De la Bruère Girouard, to be a justice of the peace with double jurisdiction under articles 3361 and following of the Q.R.S., 1909, and amendments thereto, for the districts of Montreal and Terrebonne. 4236

Bills privés, Assemblée législative

AVIS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

Concernant les bills privés qui seront présentés pendant la prochaine session.

Aux termes du règlement, les bills privés devront être déposés avant le vingt-sept décembre 1921 et présentés avant le trente-un janvier 1922, les pétitions introductives de bills privés devront être présentées avant le vingt janvier et reçues avant le vingt-cinq janvier 1922, et les rapports des comités élus chargés de l'examen des bills privés devront être reçus avant le quatorze février 1922.

Québec, le 17 novembre 1921.

3973—46-7

Le greffier,
L.-P. GEOFFRION.

Private bills, Legislative Assembly

NOTICE OF THE LEGISLATIVE ASSEMBLY

Relating to private bills to be introduced during the coming session.

Under the rules and standing orders, private bills must be deposited before the twenty-seventh of December, 1921, and introduced before the thirty first of January, 1922; petitions for the introduction of private bills must be presented before the twentieth of January and received before the twenty fifth of January, 1922; and reports from select committees charged with the examining of private bills must be received before the fourteenth of February, 1922.

Quebec, November 17th, 1921.

3974—46-7

L.-P. GEOFFRION,
Clerk.

Lettres patentes

"Amsel Rosen Company, Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du onzième jour de novembre 1921, constituant en corporation : Nathan Rosen, agent de manufacturiers; David Amsel, industriel; Walter Lambert, comptable; Rebecca Zippal, femme séparée de biens et autorisée par son époux David Amsel; Freda Feldman, femme séparée de biens et autorisée par son époux, Nathan Rosen, tous de Montréal, aux fins suivantes :

Manufacturer toutes sortes d'articles tricotés, trafiquer de, acheter, vendre, échanger et fabriquer tous genres de filés de laines, cotonnade, toiles, bordures et toutes matières employées en rapport avec la fabrication de toutes les espèces de vêtements et tricotés pour hommes, femmes et enfants, tenir des fabriques et ateliers pour la confection de tous genres d'articles tricotés pour hommes, femmes et enfants, manufacturer toutes espèces de lainages en tricot, de soieries, cotonnades, hardes en drap de tout genre;

Bâtir et louer des immeubles aux fins de faire affaires comme manufacturiers et "jobbeurs" de marchandises tricotés, pour tisser, faire, vendre, distribuer des filés et autres matières employées en rapport avec les tricots, pour les commerces de gros et de détail;

Acheter, vendre et acquérir toutes machines

"Amsel Rosen Company, Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of November, 1921, incorporating: Nathan Rosen, agent (mfr's); David Amsel, manufacturer; Walter Lambert, accountant; Rebecca Zippal, (housewife) separate as to property and authorized by her husband David Amsel, Freda Feldman (housewife) separate as to property and authorized by her husband, Nathan Rosen, all of Montreal, for the following purposes :

To manufacture all kinds of knitted goods, deal in, buy, sell, exchange and manufacture all kinds of woollen yarns, cotton goods, linens, linings and all materials used in connection with the manufacturing of all kinds of knitted wearing apparel for men, women and children, and to operate factories and workshops for the manufacture of all kinds of knitted goods for men women and children, and to manufacture all kinds of knitted cloth or wool, silk and cotton and cloth garments of all kinds;

To build and lease buildings for the purpose of carrying on business as manufacturers and jobbers of knitted goods, and the weaving making, selling, distributing of yarns and other materials used in connection with knitted goods for the wholesale and retail trades;

To purchase, sell and acquire, all the machines

et machineries nécessaires en rapport avec l'industrie, ou tout ce qui est indispensable aux commerces que pourra exercer la compagnie, faire des contrats avec aucune corporation publique ou privée pour manufacturer ou vendre des articles dont commercera la compagnie, manufacturer, acheter, vendre, échanger de la laine, de la soie, du coton et toutes autres matières servant à l'exercice de l'industrie ;

Bâtir, maintenir et louer des entrepôts, agences et dépôts pour enmagasiner tous genres de marchandises requises en rapport avec l'exercice du commerce de la compagnie ;

Importer et exporter, acheter, vendre, et faire commerce de tous genres de nouveautés, soies, satins, vêtements, garnitures, tissus de toute espèce, de cotonnades, draps et lainages en général, au profit de la compagnie ;

Acquérir par achat, bail ou autrement, et, de temps à autre, vendre, échanger, louer ou autrement aliéner les terrains nécessaires ou avantageux à la compagnie, dans l'exercice de son industrie ;

Acheter, louer ou autrement acquérir la totalité ou aucune partie du commerce d'aucune compagnie, firme ou personne exerçant un commerce en tout ou en partie semblable à celui de la compagnie, avec toutes bâtisses, les machines, le fonds de commerce, l'achalandage, les marques et noms de commerce, et l'actif général de ce commerce, et les payer totalement ou partiellement en actions de la compagnie, entièrement libérées et non sujettes à appel, en argent, ou obligations, débentures, ou avec d'autres valeurs ;

Solliciter, acheter ou autrement acquérir des patentes, brevets d'invention, marques de commerce, licences, concessions et choses semblables conférant aucun droit limité, ou non exclusif à l'usage d'aucun secret et autres renseignements relatifs ou se rapportant à toutes inventions propres à servir à aucun des objets de la compagnie, ou dont l'acquisition peut paraître susceptible, directement ou indirectement, de profiter à la compagnie et utiliser, exercer, développer et accorder des permis y relatifs ou autrement disposer de ces patentes, licences ou concessions, ou autrement faire valoir les dites patentes, licences et concessions, biens, droits ou renseignements ainsi acquis et, prendre, pour faire connaître les produits de la compagnie, les moyens qui sembleront judicieux, et particulièrement par la publicité dans les journaux, par circulaires, achat et exhibitions d'œuvres d'art, la publication des livres et revues ;

Faire société ou aucune convention pour le partage des bénéfices, l'union des intérêts, la coopération, le risque mutuel, la concession réciproque ou autre avec aucune personne ou compagnie exerçant, se livrant à, sur le point d'exercer ou de se livrer à aucun commerce ou genre d'affaires que la compagnie est autorisée à exercer ou auquel elle peut se livrer, ou aucun commerce ou genre d'affaires propres à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie ; aussi prêter de l'argent, garantir les contrats, ou autrement aider aucune telle personne ou compagnie, souscrire ou autrement acquérir des actions ou valeurs d'aucune telle compagnie, aussi les vendre, les détenir, les rémettre avec ou sans garantie, ou autrement en disposer ;

Rémunérer avec la sanction des actionnaires, aucune personne ou compagnie pour services rendus ou à être rendus en faisant souscrire, aidant à faire souscrire, ou en garantissant la souscription d'aucune des actions du capital de

and machinery required in connection with the manufacturing, or anything required by the business or businesses which may be carried on by the company, to enter into contracts with any corporation, public or private for the manufacture or sale of any articles which may be handled by the company, to manufacture, buy, sell or exchange, wool, silk, cotton and any other materials used in the carrying on of the business ;

To build, maintain and lease, warehouses, agencies and depots for the storing of all kinds of merchandise required in the connection with the carrying on of the business of the company ;

To import and export, to buy, sell, and do business in all kinds of dry goods, silks, satins, garments, trimmings, tissues, of all kinds, cottons and cloths and woollens in general for the benefit of the company ;

To acquire by purchase, lease or otherwise, and from time to time, to sell, exchange, let or otherwise dispose of, any lands necessary or convenient for the company, in the prosecution of its business ;

To purchase, lease or otherwise acquire, in whole or in part the business of any company, firm or person, carrying on business in whole or in part similar to that of the company, together with all buildings, machinery, stock in trade, good-will, trade-marks, trade-names, and assets general of such business, to pay for the same wholly or in part in fully paid up non-assessable stock of the company, or cash, bonds, debentures or other securities ;

To apply for, purchase or otherwise acquire, any patents, trade-marks, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-conclusive or limited right to use, or any secret of, or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may be calculated, directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account, the property, rights, or information so acquired and to take such means in order to make the products of the company known as will be deemed advisable, and particularly through advertising in the papers through circulars, through the purchase and exhibition of works of art, through the publication of books and periodicals ;

To enter into partnership or any arrangement for sharing of profits, union of interest, cooperation, joint adventure, reciprocal concessions or otherwise, with any firm, persons, or a company, carrying on business, or engaged in, or about to carry on or engage in, any business or transaction, which the company is authorized to carry on or engage in, or any business transaction, capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company, and to lend money of, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such persons or company, and to take or otherwise acquire shares or securities of any such company, and to sell, hold, reissue, with or without guarantee, or otherwise deal with the same ;

To remunerate with the sanction of the shareholders any person or company for services rendered or to be rendered in disposing of or helping to dispose of guaranteeing disposal of any number of shares of the capital of the company,

la compagnie, de ses débetures, actions-obligations ou autres valeurs de la compagnie, ou dans ou à l'occasion de sa formation, de son organisation, ou dans la gestion de ses affaires ;

S'amalgamer avec, assumer, à titre de firme active ou autrement, aucune autre compagnie ou industrie, dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie, aux conditions qu'on croira bonnes ;

Vendre, louer ou autrement disposer des entreprises et connexes de la compagnie ou d'aucune partie d'icelles pour de l'argent, des actions, débetures ou valeurs d'aucune autre compagnie ;

Acheter, souscrire ou acquérir, par souscription originaire ou autrement, et détenir, avec ou sans garantie, vendre ou autrement aliéner des actions, parts, ordinaires ou privilégiées, débetures, bons, ou autres obligations dans aucune autre compagnie dont les objets sont semblables aux objets de la présente compagnie ; et exerçant aucun commerce propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, voter sur toutes les actions ainsi détenues par l'entremise du procureur que les administrateurs nommeront ;

Placer et disposer des deniers disponibles de la compagnie de la manière qui sera de temps à autre déterminée ;

Émettre et répartir des actions libérées entièrement de la compagnie en paiement intégral ou partiel d'affaires, franchises, entreprises, propriétés, droits, pouvoirs, privilèges, baux, licences, contrats, biens-fonds, parts, obligations, débetures, autres valeurs ou droits qu'elle peut légalement acquérir en vertu des pouvoirs accordés aux présentes ;

Tirer, souscrire, accepter, endosser, payer et émettre tous billets promissaires, chèques, lettres de crédit, connaissements, traites et autres instruments négociables et transférables ;

Faire tous actes, exercer tous pouvoirs et commerces se rattachant à la réalisation des objets pour lesquels la compagnie est constituée, faire toutes les choses précitées ou aucune d'icelles comme principaux, agents ou procureurs, sous le nom de "Amsel Rosen Company, Limited", avec un fonds social total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce onzième jour de novembre 1921.

Le sous-secrétaire de la province,

4213 C.-J. SIMARD.

" St. George's Club, incorporated ".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-septième jour de novembre 1921, constituant en corporation: John Henry Blue, John Alexander McKechnie, marchands; Honorable Charles-Dickinson White, juge de la cour supérieure, Georges-Alexander French, percepteur des douanes, et John-Jenkin Penhale, maître de poste, tous de la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, aux fins suivantes:

Acquérir et assumer, à titre de firme active, l'affaire et l'entreprise exercée jusqu'ici, dans la cité de Sherbrooke, sous le nom de "St. George's Club", organisé et constitué dans l'année 1890, en vertu de l'article 5487 et suivants des Statuts refondus de Québec, avec toutes les actions,

or the obligations or other values of the company or in regard to the formation or promotion of the company or the conduct of its affairs;

To amalgamate with or take over as a going concern or otherwise, any other company or business, having altogether or in part, objects similar to those of the company, and on such terms as may be deemed advisable ;

To sell, lease or otherwise dispose of the whole or any part of the company's business or undertaking for cash, or for stocks, bonds, debentures, securities or shares of any other company ;

To purchase, take or acquire by original subscription or otherwise and to hold, and with or without guarantee to sell, or otherwise, dispose of shares, stock, whether common or preferred debentures, bonds and other obligations in and of any other company having objects similar to the objects of this company, and carrying on any business capable of being conducted, so as directly or indirectly to benefit this company and to vote all shares so held through such agent as the directors may appoint ;

To invest and deal with the money of the company not immediately required, in such manner as from time to time may be determined ;

To issue and allot fully paid-up shares of the company in payment or part payment of any business, franchise, undertaking, property, rights, powers, privileges, lease, licenses, contract, real estate, stock, bonds, debentures or other property or rights, which it may lawfully require by virtue of the powers granted herein ;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, cheques, letters of credit, bills of lading, drafts and other negotiable and transferable instruments ;

To do all acts, exercise all powers and carry on all business incidental to the carrying out of the objects for which the company is incorporated, and to do all or any of the above things, as principals, agents or attorneys, under the name of "Amsel Rosen Company, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this eleventh day of November, 1921.

C.-J. SIMARD,

4214 Assistant Provincial Secretary.

" St. George's Club, incorporated ".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec bearing date the seventeenth day of November, 1921, incorporating: John-Henry Blue, John-Alexander McKechnie, merchants; Honourable Charles-Dickinson White, justice of the Superior Court; Cyrus-Alexander French, collector of customs and John-Jenkin Penhale, all of the city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis, for the following purposes :

To acquire and take over as a going concern the business and enterprise heretofore carried on in the city of Sherbrooke, under the name of St. George's Club, organized and incorporated in the year, 1890, under article 5487 and seq. of the Revised Statutes of Quebec, together with all its shares,

l'actif et la propriété mobilière et immobilière et se charger de toutes les dettes, du passif et des obligations de toute nature quelconque vis-à-vis les créanciers, les actionnaires et sociétaires, et les payer en actions libérées, privilégiées, ordinaires, ou avec les deux, du présent club ;

Fonder, maintenir, contrôler, administrer et conduire un club pour l'avantage, le profit et la commodité de ses membres et de leurs amis, encourager les relations sociales entre les membres et généralement procurer aux membres et à leurs amis tous les avantages, privilèges et l'accommodation d'usage dans un club,

Acquérir par achat ou autrement, au bénéfice du club et des membres d'icelui, la propriété mobilière et immobilière qui sera nécessaire ou désirable pour réaliser les fins du club, ériger, construire, agrandir et magnifier les bâtisses du club qu'on croira de temps à autre estimé nécessaire ou désirable, les garnir de meubles convenables, de salles et tables de pool et de billard, de jeux de quilles, de salles de cartes, de lecture, d'écriture, de promenades, salles à manger, chambres à coucher, instruments de musique, jeux et tous autres accessoires qui peuvent être à l'avantage ou dans l'intérêt dudit club et de ses membres ;

Acheter, assumer ou autrement acquérir l'actif et les biens, exercer l'affaire d'aucune personne ou autre corporation, d'aucun autre club dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux du présent club, les payer totalement ou partiellement en actions acquittées, privilégiées ou ordinaires, ou avec les deux, du club ;

Acquérir et détenir des actions dans aucune autre association ou compagnie dont les objets sont semblables en tout ou en partie à ceux du présent club ;

Adopter une constitution et règlements, règles et ordonnances concernant l'admission et l'expulsion des membres du club, la gouverne desdits membres, la catégorisation des membres, les droits de vote et privilèges afférents à chaque catégorie de membres, la tenue des réunions des membres, la fixation et la perception des contributions et redevances ; l'élection et la nomination des gouverneurs et officiers, la délimitation de leurs devoirs, la garde et la conservation des biens et deniers du club, et d'une manière générale la réglementation, l'administration, le contrôle, la direction et la conduite des affaires du club, la sauvegarde et protection de ses biens et intérêts ; et de temps à autre altérer, abroger, rescinder ou amender cette constitution, ces ordres ou règlements, ou aucun d'iceux ;

Organiser et tenir les réunions libres ou populaires, des concerts, lectures, banquets, réceptions, bals, selon que les gouverneurs le jugeront de temps à autre, judicieux et dans le meilleur intérêt du club et de ses membres ;

Solliciter auprès d'aucunes autorités fédérales provinciales, municipales, locales ou autres, l'obtention des autorisations, licences, permis, privilèges et autres droits qui seront nécessaires ou avantageux au club ou à ses membres, et spécialement solliciter et obtenir des licences de club, selon la Loi des Liqueurs Alcooliques, ou d'aucune autre loi l'amendant ou la remplaçant

Etablir, conduire et tenir ledit club, les salles à manger les cafés ou restaurants, y servir des repas, rafraichissements et boissons, et cela aux prix fixés et déterminés par les règlements ;

assets and property moveable and immoveable, and assuming all its debts, liabilities and obligations of whatsoever nature the same may be both as regards its creditors, shareholders and members and to pay for the same in paid up shares, either preferred or common or both, of this club ;

To establish, maintain, control, manage and direct a club for the advantage, benefit and accommodation of its members and their friends and to promote social intercourse among its members and generally to afford to members and their friends all the usual advantages, privileges and accommodations of a club ;

To acquire by purchase or otherwise, for the benefit of the club and its members, such property moveable as well as immoveable as may be necessary or desirable for the carrying out of the purposes of the club and to erect and construct and add to or extend such club-house buildings as may from time to time be found necessary, or desirable and to furnish the same with suitable furniture, pool and billiard rooms and tables, bowling alleys, card rooms, reading and writing rooms, lounges, dining-rooms, bed-rooms, musical instruments, games and all other accessories which may be to the advantage or in the interest of the said club and its members ;

To buy, take over or otherwise acquire the assets and property and carry on the business of any individual or other corporation or club whose objects are altogether or partially similar to those of this club, and to pay for the same wholly or in part in paid up shares, either preferred or common, or both, of the club, and to acquire and hold, shares in any other club or company having objects similar in whole or in part to those of this club ;

To adopt constitutions, and by-laws, rules and regulations for the admission and expulsion of the members of the club and for the government of said members, and for the establishment of different classes of membership, and to provide for the voting powers and privileges of each class of members, for holding of meetings of members ; for the fixing and collection of fees and dues ; for the elector and appointment of governors and officers and to define their duties ; for the safe keeping and protection of the property and funds of the club, and in general for the regulation, management, control, direction and carrying on of the affairs, of the club, and for the safeguarding and protection of its property and interests ; and from time to time to alter, repeal, rescind or vary such constitutions, by-laws or regulations or any of them ;

To organize and carry on open or popular meetings, concerts, lectures, banquets, receptions, balls as from time to time the governors may deem wise, and in the best interests of the club and its members ;

To make applications to all or any authorities, federal, provincial, municipal, local or otherwise, for the purpose of obtaining such authorizations, licenses, permits, privileges, and other rights as may be necessary or advantageous to the club or its members, and especially to apply for and obtain club licenses under the terms of the Alcoholic Liquor Act, or any other act amending or replacing the same ;

To establish, operate and carry on in the said club, dining-rooms, cafes or restaurants and to furnish meals, refreshments and beverages therein and in connection therewith at such prices as may be fixed and established from time to time by the rules and regulations ;

Servir tous les rafraîchissements et breuvages permis en loi, de même que des cigars, cigarettes, tabacs, pâtisseries dans les salles du club, aux taux et prix à être fixés et établis de temps à autre par les règlements ;

Donner et meubler des chambres à coucher pour l'usage et le bénéfice des membres du club, son personnel et les domestiques ;

Nommer, employer et rémunérer pour leurs services les officiers, chefs, serviteurs et autres employés qui seront utiles à la bonne gestion des affaires du club, et que le conseil des gouverneurs croira nécessaires ;

Faire tout ce qui est nécessaire, convenable, avantageux ou désirable pour les fins et la réalisation d'aucun des objets pour lesquels le club est par les présentes constitué en corporation, sous le nom de "St. George's Club, Incorporated", avec un fonds social total de soixante et quinze mille piastres (\$75,000.00), divisé en quinze mille (15,000) parts de cinq piastres (\$5.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Sherbrooke, dans le district de Saint-François.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-septième jour de novembre 1921.

Le sous-secrétaire de la province,
4219 C.-J. SIMARD.

To furnish and sell such refreshments and beverages as may be permissible under the law, as well as cigars, cigarettes, tobacco, confectionery in such of the rooms of the club and at such rates and prices as may be fixed and established from time to time by the rules and regulations ;

To provide and furnish bed-rooms for the use and benefit of the members of the club, as well as for its staff and servant ;

To appoint, employ and remunerate for their services, such officers, officials, servants, and other employees as may be necessary for the proper carrying on of the affairs of the club, and as may be deemed expedient by the board of governor ;

To do everything necessary, convenient, advantageous or desirable for the purposes of, and for the carrying out of any of the objects for which the club is by these presents incorporated, under the name of "St. George's Club, Incorporated", with a total capital stock of seventy-five thousand dollars (\$75,000.00), divided into fifteen thousand (15,000) shares of five dollars (\$5.00) each.

The head office of the Provincial Secretary, will be at the city of Sherbrooke, in the district of Saint-François.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this seventeenth day of November, 1921.

C.-J. SIMARD,
4220 Assistant Provincial Secretary.

"Montreal Trucking Company, Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du 17 novembre 1921 constituant en corporation: John MacNaughton, avocat; James Geary Cartwright et James Bennett Taylor, gérants, tous de la cité et du district de Montréal, aux fins suivantes :

Faire affaires comme agents de messageries, de voitures, factage et transport, expéditeurs par voie d'air, de terre et de mer, propriétaires et gardiens d'entrepôts, y compris fournir à d'autres des commodités d'entrepôts frigorifiques, être agents d'emmagasinement, courtiers, agents de douanes, messagers, propriétaires de cabriolets, autres voitures et véhicules ;

Acquérir, détenir, louer et transférer des biens-fonds, terrains, matériaux de construction ou commoditer pour l'exercice de toutes les opérations et entreprises précitées ou d'aucun d'icelles, aussi bâtir, établir, construire, acheter, louer ou autrement acquérir, maintenir et exploiter tous bâtiments, des écuries, magasins, entrepôts frigorifiques, fermes, docks, quais et autres propriétés pour l'usage de la compagnie, pour l'élevage et la garde des chevaux et autres animaux qu'elle possède ;

Posséder et exploiter des ateliers de réparations, des forges, garages, fabriques de voitures et usines pour la fabrication et la réparation des wagons, remorques, camions, voitures de promenade, trainaux, voitures, charrettes, automobiles, taxis, aéroplanes et de tous genres de vaisseaux et véhicules pour le transport par air, par terre et mer, aussi des harnais, apprêts et autres appareils et choses utiles ou nécessaires au commerce de la compagnie ou aucun d'iceux ;

Passer tous contrats avec les gouvernements, municipalités, chemins de fer, compagnies de transport ou de navigation, ou avec aucune firmes, corporation ou personne relativement au transport, à l'expédition, au transfert, à l'emmagasinement, à l'entreposage et à la livraison de tous effets,

"Montreal Trucking Company, Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of November, 1921, incorporating: John MacNaughton, advocate; James-Geary Cartwright and James-Burnett Taylor, managers, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of general cartage, carriage, transfer and transport agents, forwarders by air, land and sea, warehousemen, and warehouse keepers, including the furnishing to others of both cold and dry storage facilities, storage agents, brokers, customs agents, expressmen, and proprietors of hackney and other carriages and vehicles;

To acquire, hold, lease, sell and convey any real estate, lands and building requisite or convenience for the carrying on of any or all of the aforesaid operations and undertakings and to build, establish, construct, purchase, lease or otherwise acquire, maintain and operate all buildings, stables, storehouses, cold storage warehouses, farms, docks, wharves, and other property for the use of the company and for the breeding and keeping of the horses and other animals owned by it;

To own and operate machine shops, blacksmith shops, garages, carriage factories and factories for the manufacture and repair of wagons, drays, lorries, buggies, sleighs, carriage, carts, automobiles, taxi-cabs, aeroplanes and all kinds of vessels and vehicles whether for transportation by air, land or sea, and all harnesses, fittings and other apparatus and things useful or necessary for the business of the company or any of them;

To enter into any and all contracts with any government, municipality, railway, transportation, or steamship company, or with any firm, corporation, or individual, relative to transportation, forwarding, transferring storage, warehousing and delivery of any and all goods and

merchandises ou autres articles, au transport dans l'air, par terre ou sur mer ;

Solliciter, acheter, ou autrement acquérir des marques de commerce, patentes, licences, concessions, et choses semblables conférant un droit limité, exclusif ou non exclusif à l'usage d'aucun secret ou autre renseignement paraissant propre à servir aux fins de la compagnie, aussi utiliser, exercer, développer, accorder des permis y relatifs ou autrement faire valoir les biens, droits ou renseignements ainsi acquis ;

Vendre, louer ou autrement disposer de l'entreprise de la compagnie ou d'aucune partie d'icelle moyennant le prix que la compagnie croira convenable, et particulièrement pour des actions, débetures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la présente compagnie ;

Prendre en garantie d'aucune dette due à la compagnie des mortgages, hypothèques sur la propriété des débiteurs de la compagnie, prendre en gage la propriété mobilière et immobilière des débiteurs de la compagnie ;

Acquérir et posséder des actions et valeurs d'une ou plusieurs autres compagnies, en conformité des dispositions de l'article 5985 de la Loi des Compagnies de Québec, et autrement les vendre et négocier ;

Émettre des actions entièrement libérées en paiement intégral ou partiel du prix d'achat d'aucune propriété mobilière ou immobilière de la compagnie, des droits brevetés, ou des actions dans d'autres compagnies lesquelles peuvent être acquises par la compagnie ;

Exercer et assumer, à titre de firme active, ou autrement acquérir d'aucune autre personne, société ou corporation, aucune autre industrie manufacturière ou autre, que la compagnie croira propre à être exercée conjointement avec la précitée, ou susceptible directement ou indirectement d'accroître la valeur d'aucun des biens ou droits de la compagnie ou de les vendre profitables, émettre aussi des actions entièrement libérées ou des obligations de la compagnie en paiement intégral ou partiel du prix d'achat ;

Exercer tous les pouvoirs précédents comme principaux, agents, entrepreneurs, ou en une autre qualité, et soit seuls soit conjointement avec d'autres, sous le nom de "Montreal Trucking Company, Limited", avec un fonds social total de vingt mille piastres \$20,000.00, divisé en deux cents (200) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-septième jour de novembre 1921.

Le sous-secrétaire de la province,

4221

C.-J. SIMARD,

merchandise or other articles and to the conveyance of passengers either by air, land or sea ;

To apply for, purchase or otherwise acquire any trade-marks, patents, licenses, concessions and the like conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use any secret or other information which may seem capable of being used for the purposes of the company, and to use, exercise, develop, grant licenses in respect of or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired ;

To sell, lease or otherwise dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of this company ;

To take as security for any debt owing to the company mortgages and hypothecs upon the property of the debtors of the company and to take the moveable and immoveable property of debtors of the company in pledge ;

To acquire and own shares and securities of any other company or companies in conformity with the provisions of article 5985 of the Quebec Companies' Act, and otherwise sell and deal with the same ;

To issue fully paid up shares in payment or part payment of the purchase price of any moveable or immoveable property, patent rights or shares in other companies that may be acquired by the company ;

To carry on and take over as a going concern or otherwise acquire from any person, firm or corporation any other business, whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being carried on in connection with the above or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's so property or rights, and to issue fully paid up shares or bonds of the company in payment or part payment of the purchase price thereof ;

To exercise all the foregoing powers as principals agents contractors or otherwise and either alone or in conjunction with others, under the name of "Montreal Trucking Company, Limited" with a total capital stock of twenty thousand (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company, will be at the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this seventeenth day of November, 1921.

C.-J. SIMARD,

4222

Assistant Provincial Secretary.

"St. Lin Clothing Company, Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-unième jour de novembre 1921, constituant en corporation : Philippe Bronitsky, Louis Corobon, Isaac Rosenthal, marchands, tous de Montréal, aux fins suivantes :

Faire affaires comme marchands et "jobbers" de nouveautés, manufacturiers et négociants de hardes et nouritures pour hommes, garçons et femmes ;

Acquérir aucun commerce semblable, aucunes bâtisses, propriétés mobilières et immobilières, des biens-fonds, hypothèques et capitaux dans

"St. Lin Clothing Company, Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty first day of November, 1921, incorporating : Philip Bronitsky, Louis Corobow, Isaac Rosenthal, merchants, all of Montreal, for the following purposes :

To carry on business as dealers and jobbers in dry goods, as manufacturers and dealers in men's, boy's and ladies, clothing and gents' furnishings ;

To acquire any similar business or any buildings, properties both moveables and immoveables real estate hypothecs and stock in any other

aucune autre corporation, les payer aussi en tout ou en partie en argent, en actions entièrement libérées de la compagnie, ou avec des obligations et débetures émises par la compagnie;

Tirer, accepter, souscrire, endosser, payer, émettre des billets promissaires, lettres de change et autres instruments négociables et transférables;

Emprunter de l'argent sur le crédit de la compagnie, limiter aussi ou augmenter le montant à emprunter;

Émettre des obligations, débetures ou autres valeurs de la compagnie, les gager ou vendre pour les montants et aux prix qu'on croira convenables, hypothéquer ou grever la propriété immobilière de la compagnie, engager sa propriété mobilière en garantie d'aucunes telles obligations, débetures ou autres valeurs et d'aucune somme empruntée par la compagnie;

Faire tout ce qui est nécessaire, convenant, pertinent ou approprié à la parfaite réalisation d'aucun des objets pour lesquels la compagnie est constituée en corporation, sous le nom de "St-Lin Clothing Company, Limited", avec un fonds social total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Saint-Lin (Laurentides), dans le district de Joliette.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt et un novembre 1921.

Le sous-secrétaire de la province,

4223

C.-J. SIMARD.

"Annex Provision Company, Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-unième jour de novembre 1921, constituant en corporation: Joseph-Alexander Mercier, John-Alexander Sullivan, avocats, et Nérée Séguin, étudiant-en-droit, tous de la cité et du district de Montréal, aux fins suivantes:

Faire le commerce d'épicerie, viandes, conserves, biscuits, pâtisseries, thés, cafés, vivres, denrées naturelles et fabriquées; boissons alcooliques permises par "La Loi des Liqueurs Alcooliques", à condition qu'on obtienne une licence de la Commission des Liqueurs de Québec, des boissons douces, eaux gazeuses et minérales; agir comme facteurs et consignataires pour toutes sortes de marchandises et produits, importer, exporter, acheter, vendre et manufacturer tous articles et généralement exercer tous les commerces de marchands et manufacturiers aux fins dudit commerce; acquérir, posséder, utiliser, vendre et transférer toutes marques de commerce, patentes, licences, franchises, se rattachant aux objets de la présente compagnie;

Acheter, acquérir et continuer d'exercer le commerce de la "Annex Provision Company", épiciers, bouchers et marchands de provisions de Montréal, et payer le précité en tout ou en partie avec des actions libérées de la compagnie, sous le nom de "Annex Provision Company, Limited", avec un fonds social total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie est à Montréal dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-unième jour de novembre 1921.

Le sous-secrétaire de la province,

4225

C.-J. SIMARD.

corporation and to pay for same in whole or in part in cash or fully paid up shares of the company or with bonds and debentures issued by the company;

To draw, accept, make endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange and other negotiable or transferable instruments;

To borrow money on the credit of the company and to limit or increase the amount to be borrowed;

To issue bonds, debentures or other securities of the company and pledge or sell the same for such sums and at such prices as may be deemed expedient and to hypothecate or pledge the immoveable property of the company or pledge its moveable property to secure any such bonds debentures or other securities and any money borrowed by the company;

To do everything necessary and convenient appertaining to or proper for the complete fulfillment of any one or all of the objects for which the company is incorporated under the name of "St-Lin Clothing Company, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company, will be at Saint-Lin (Laurentides), in the district of Joliette.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty first day of November, 1921.

G.-J. SIMARD,

4224

Assistant Provincial Secretary.

"Annex Provision Company, Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of November, 1921, incorporating: Joseph-Alexandre Mercier, John-Alexander Sullivan, both advocates, and Nérée Séguin, student at law, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To deal in groceries, meats, canned goods, biscuits, confectionery, tea, coffee, provisions and natural and manufactured products; alcoholic liquors allowed by "The Alcoholic Liquor Act" provided a license be obtained from the Quebec Liquor Commission; soft drinks and a rated and mineral waters; act as commission agents and consignees for all kinds of merchandise and products, import, export, buy, sell and manufacture all articles and generally carry on all the businesses of merchants and manufacturers for the purposes of the said business; acquire, own, utilize sell and transfer all trade marks, patents, licenses, franchises incidental to the purposes of the present company;

To buy, acquire and continue carrying on the business of Annex Provision Company, grocers, butchers and provision merchants of Montreal, and pay for the above in whole or in part with paid up shares of the company, under the name of "Annex Provision Company, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty first day of November 1921.

C.-J. SIMARD,

4226

Assistant Provincial Secretary.

"Granby Clay Products, Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-huitième jour de novembre 1921, constituant en corporation! Newton-A. Meyer, industriel, Cecil-V. Meyer et Percy-H. Meyer, commis, tous de Granby, Québec, aux fins suivantes:

Conduire une entreprise consistant à fabriquer et vendre de la brique, de la tuile, faïence, poterie et produits argileux de toute sorte;

Acquérir les terrains, bâtisses, assortiment, machines et l'achalandage de l'entreprise connue sous le nom de "Granby Brick Yards", avec les terres argileuses adjacentes connues comme étant la propriété Gauthier, et les payer en capital de la compagnie;

Acquérir l'actif ou l'achalandage d'aucune entreprise de nature semblable ou contingente, exercer aussi tout pouvoir qui peut être subsidiaire ou accessoire à aucune des présentes entreprises et selon les dispositions et limitations de la partie I de la loi des compagnies de Québec, 1920, sous le nom de "Granby Clay Products, Limited", avec un fonds social total de quarante-cinq mille piastres (\$45,000.00), divisé en quatre mille cinq cents (4500) parts de dix piastres (\$10.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Granby, dans le district de Bedford.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-huitième jour de novembre 1921.

Le sous-secrétaire de la province,
4227 C.-J. SIMARD.

"Granby Clay Products, Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of November, 1921, incorporating: Newton-A. Meyer, manufacturer; Cecil-V. Meyer and Percy-H. Meyer, clerks, all of Granby, Quebec, for the following purposes:

To conduct an undertaking in the manufacture and sale of brick, tile, earthenware, pottery and clay products of all kinds;

To acquire the lands, buildings, stock, machinery and goodwill of the undertaking known as the "Granby Brick Yards" together with the clay lands adjoining, known as the Gauthier Property, and to pay for same in stock of the company;

To acquire the assets or goodwill of any undertaking of a similar or contingent nature and to exercise every power which may be ancillary or accessory to any of these undertakings and within the provisions and limitations of Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, under the name of "Granby Clay Products, Limited", with a total capital stock of forty five thousand dollars (\$45,000.00), divided into four thousand five hundred (4500) shares of ten dollars (\$10.00) each.

The head office of the company will be at Granby, Quebec, in the district of Bedford.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eighteenth day of November, 1921.

C.-J. SIMARD,
4228 Assistant Provincial Secretary.

Demandes à la Législature

Avis est par les présentes donné que le bureau de direction des Commissaires des écoles protestantes de la cité de Sherbrooke fera application à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi à fin d'amender sa charte concernant la teneur du paragraphe 11a, décrété par 9 Edouard VII, chapitre 40, section 1, à fin de permettre au dit bureau de direction d'imposer une taxe spéciale de pas plus de cinq millins, au lieu de trois millins dans la piastre, sur les immeubles appartenant exclusivement aux protestants.

Daté le 28ième jour de novembre 1921.

Les procureurs des applicants,
4217-49-4 FRASSER, RUGG & MIGNAULT.

Applications to the Legislature

Notice is hereby given that the Board of Protestant School Commissioners of the city of Sherbrooke will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an act to amend its charter concerning the provisions of paragraph 11a, enacted by 9 Edward VII, chapter 40, section 1, to permit said board to impose a special tax on real estate belonging exclusively to protestants, of not more than five mills instead of three mills in the dollar.

Dated, 28th November, 1921.

FRASSER, RUGG & MIGNAULT,
4218-49-4 Solicitors for applicants.

Avis public est par le présent donné que la ville Lasalle s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi modifiant et amendant sa charte la loi 2 George V, chapitre 73 et ses amendements aux fins: d'abroger la section 19 de la loi 2 George V, chapitre 73, la section 8 de la loi 3 George V, chapitre 69, et de déterminer de nouveau l'évaluation des terres en culture, en pâturage, non défrichées ou terres à bois; limiter la taxe à percevoir de ces terrains; changer la date des élections municipales et de la préparation de la liste des électeurs, et pour autres fins.

Lachine, 5 décembre 1921.

Le procureur de la ville Lasalle,
4261-49-4 A.-S. PELLETIER.

Public notice is hereby given that the town of Lasalle will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an act modifying and amending its charter, the act 2 George V, chapter 73 and amendments thereto for the purposes: of repealing section 19 of the act 2 George V, chapter 73, section 8 of the act 3 George V, chapter 69 and to determine anew the valuation of the lands under cultivation, or farmed or used as pasture for cattle and all uncleared lands or wood lots; limiting the tax to be levied on such lands; changing the date of municipal elections and the preparation of voters' lists, and for other purposes.

Lachine, 5th December, 1921.

A.-S. PELLETIER,
4262-49-4 Attorney for the town of Lasalle

Avis public est par les présentes donné que Arthur Berthiaume, d'Outremont; Edouard Berthiaume, de Montréal; Dame Angéline Berthiaume, épouse séparée de biens de Pamphile-R. DuTremblay, avocat, de Montréal, autorisée de celui-ci; Dame Helmina Berthiaume, épouse séparée de biens de Joseph Rivest, de Montréal, autorisée de celui-ci, et demoiselle Anna Berthiaume, fille majeure, de Montréal, s'adresseront à la Législature, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi confirmant la donation faite le 26 décembre 1914 par feu l'honorable Trefflé Berthiaume, en son vivant conseiller législatif de Montréal, à Arthur Berthiaume, Z. Fontaine et J.-R. Mainville, en fiducie, devant J.-L. Girouard, notaire, et déclarant la nomination faite par un juge de la Cour supérieure d'un fiduciaire en vertu de cette donation le 23 novembre 1921 définitive, et confirmant un acte de nomination fait devant le notaire J.-L. Girouard le 26 septembre 1921 par Arthur Berthiaume, *ès-qualité* de fiduciaire testamentaire du dit feu l'honorable Trefflé Berthiaume de fiduciaires conjoints pour la période y mentionnée, et pour d'autres fins.

Montréal, 5 décembre 1921.

Les procureurs des pétitionnaires,
GEOFFRION, GEOFFRION
4249—49-4 & PRUD'HOMME.

Avis public est par les présentes donné que les soussignés s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi spéciale dérogeant aux règles de la prescription décrétée par la charte de Montréal ou par tout autre loi relativement à une réclamation qu'ils entendent exercer contre la cité de Montréal, à l'égard du changement de niveau de la rue Desery, entre les rues Hochelaga et Nolan, de ladite cité de Montréal, affectant spécialement les subdivisions Nos 70-71-72-73-77 à 89 et 158 à 166 du lot originaire No 53, aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga.

Montréal le 7 décembre 1921.

Les exécuteurs testamentaires de la
succession Jos. Barsalou,
HECTOR BARSALOU,
4259—49-4 GERALD BARSALOU.

Avis public est donné que René Therrien, de Montréal, médecin et chirurgien, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, à lui accorder une licence pour exercer la profession de médecin et chirurgien dans la province de Québec, après examen.

L'avocat et agent de René Therrien,
4263—49-4 JOACHIM-L. GELINAS.

Avis public est par les présentes donné que demande sera faite à la Législature de Québec, à sa prochaine session, par Wilbrod Décarie, de Montréal, en sa qualité d'exécuteur testamentaire, administrateur et fidé-commissaire de la succession de feu Joseph-Aimé Massue, en son vivant de la paroisse de Saint-Aimé, dans le comté de Richelieu, pour qu'il lui soit loisible, en sa dite qualité, d'augmenter la rente annuelle des neveux et nièces du testateur payée sur les revenus de sa succession, et aussi de créer et payer à même ces revenus de la dite succession,

Public notice is hereby given that Arthur Berthiaume, of the city of Outremont; Edouard Berthiaume, of Montreal; Dame Angéline Berthiaume, wife separate as to property of Pamphile-R. DuTremblay, of the city of Montreal, advocate, herein authorized by her said husband; Dame Helmina Berthiaume, wife separate as to property of Joseph Rivest, of Montreal, herein authorized by her said husband, and Miss Anna Berthiaume, of the city of Montreal, unmarried woman of full age, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for an act confirming the donation made on the 26th of December, 1914, by the late Honourable Trefflé Berthiaume, in his lifetime of the city of Montreal, Legislative councillor, to Arthur Berthiaume, Z. Fontaine and J.-R. Mainville, in trust, before J.-L. Girouard, notary, and declaring absolute and final the nomination made by a judge of the Superior Court of a trustee in virtue of said donation on the 23rd of November, 1921, and confirming an act of nomination passed before said notary, J.-L. Girouard on the 26th of September, 1921, by Arthur Berthiaume *ès-qualité* of testamentary trustee of said late Honourable Trefflé Berthiaume of joined trustees for the period therein mentioned, and for other purposes.

Montreal, 5th December, 1921.

GEOFFRION, GEOFFRION
& PRUD'HOMME,
4250—49-4 Attorneys for petitioners.

Public notice is hereby given that the undersigned will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for a special act derogating to the rules of prescription enacted in the charter of the city of Montreal or in any other act respecting a claim they have against the city of Montreal, with regard to the change of level of Desery street, between Hochelaga and Nolan streets, of the said city, affecting especially the subdivisions Nos. 70, 71, 72, 73, 77 to 89, and 158 to 166 of original lot No. 53, on the official plan of the incorporated village of Hochelaga.

Montreal, 7th December, 1921.

The testamentary executors of the
Estate Jos. Barsalou,
HECTOR BARSALOU,
4260—49-4 GERALD BARSALOU.

Public notice is given that René Therrien, of Montreal, physician and surgeon, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an act authorizing the college of physicians and surgeons of the Province of Quebec, to grant him a license to practice as physician and surgeon in the Province of Quebec, after examination.

JOACHIM-L. GELINAS,
4264—49-4 Attorney and agent for René Therrien.

Public notice is hereby given that an application will be made to the Legislature of Quebec, at its next session, by Wilbrod Décarie, of Montreal, in his quality of testamentary executor, administrator and trustee of the estate of the late Joseph-Aimé Massue, in his lifetime of the parish of Saint-Aimé, in the county of Richelieu, that it may be lawful for him, in his said quality, to increase the annual rent of the nephews and nieces of the testator paid upon the revenues of his estate, and also to create and pay from these revenues of the said estate an annual rent to

une rente annuelle à chacun des enfants de cesdits neveux et nièces, et de modifier la rémunération du dit exécuteur testamentaire, et pour autres fins.

Montréal, ce 5 décembre 1921.

Les avocats du requérant,
4265—49-4 DECARY & DECARY.

Avis public est par les présentes donné que les électeurs propriétaires des terrains constituant la paroisse canonique de Saint-Joachim, composée des propriétés formant partie des municipalités de Saint-Lin-de-Lachenaye et de Saint-Henri-de-Mascouche, dans le comté de l'Assomption, et de la municipalité de Sainte-Anne-des-Plaines, dans le comté de Terrebonne, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander qu'une loi soit passée incorporant ladite paroisse canonique de Saint-Joachim en municipalité rurale située entièrement dans le comté de l'Assomption, sous le nom de "Municipalité de Saint-Joachim".

Montréal, 25 novembre 1921.

Les procureurs des requérants,
4121—48-4 ROBILLARD, JULIEN
& ALLARD.

A la prochaine session de la Législature de Québec, demande sera faite par "La Société d'Administration Générale", une corporation ayant son siège principal dans la cité de Montréal, en sa qualité de légataire fiduciaire et exécutrice testamentaire de feu Susan-Frozin Williamson, en son vivant veuve de James-R. Barclay, tous deux de Montréal, qu'une loi spéciale soit adoptée déclarant valide une vente faite par Alfred Dalbec à la dite Dame Susan-Frozin Williamson, par devant H.-P. Pepin, notaire, le 7 février 1899, d'une propriété connue au cadastre du quartier Saint-Laurent-de-Montréal, sous le No 334.

Donné à Montréal, ce 25ième jour de novembre 1921.

"La Société d'Administration Générale",
Le secrétaire,
J.-THÉO. LECLERC.
Les procureurs de "La Société d'Administration
Générale",
4145—48-4 GODIN, DUSSAULT & CADOTTE.

Avis est par le présent donné que "la Shawinigan Water & Power Company" demandera à la prochaine session de la Législature de Québec, la passation d'une loi amendant sa charte et accordant une augmentation du fonds social de la compagnie l'autorisation d'émettre des certificats de parts; l'autorisation de payer le capital et l'intérêt de ses bons, débetures et autres obligations en monnaies étrangères; ratifiant et déclarant valides toutes obligations, débetures, tous autres titres jusqu'ici émis par la compagnie avec ces monnaies, aussi que tous actes ou documents exécutés pour les garantir, et pour d'autres fins.

Montréal, 28 novembre 1921.

Les avocats des requérants,
LAFLEUR, MACDOUGALL, MACFARLANE
4151—48-4 & BARCLAY.

Province de Québec, district de Montréal.
Max Liverman, de la cité et du district de Montréal, requérant.

Avis est par le présent donné que Max Liverman, de la cité et du district de Montréal,

each of the children of these said nephews and nieces; and to modify the remuneration of the said testamentary executor, and for other purposes.

Montreal, 5th December, 1921.

DECARY & DECARY,
4266—49-4 Attorneys for petitioner.

Public notice is hereby given that the electors and proprietors of the real estate comprised within the limits of the canonical parish of Saint-Joachim, composed of the immoveable properties now forming part of the municipalities of Saint-Lin-de-Lachenaye and of Saint-Henri-de-Mascouche, in the county of l'Assomption, and of the municipality of Sainte-Anne-des-Plaines, in the county of Terrebonne, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, and ask for the passing of an Act to incorporate the said canonical parish of Saint-Joachim as a local municipality situate entirely in the county of l'Assomption, under the name of "Municipality of Saint-Joachim".

Montreal, 25th November, 1921.

ROBILLARD, JULIEN
& ALLARD.
4122—48-4 Attorneys for the petitioners.

At the next session of the Legislature of Quebec, an application will be made by "La Société d'Administration Générale", a body politic and corporate having its principal place of business in the city of Montreal, in its quality of fiduciary legatee and testamentary executrix of the late Susan-Frozin Williamson, in her lifetime widow of the late James-R. Barclay, both of Montreal, that a special law be passed validating a sale made by Alfred Dalbec to the said Dame Susan-Frozin Williamson, before H.-P. Pepin, notary, on the 7th day of February, 1899, of a certain property known under number 334 of the cadastre for the Saint-Lawrence ward, Montreal.

Given at Montreal, this 25th day of November, 1921.

"La Société d'Administration Générale",
J.-THÉO. LECLERC,
Secretary.
GODIN, DUSSAULT & CADOTTE,
Attorneys for "La Société d'Administration
Générale".
4146—48-4

Notice is hereby given that "The Shawinigan Water & Power Company" will apply at the next session of the Quebec Legislature for an act amending its charter and providing for an increase in the capital stock of the company; for authority to issue share warrants; for authority to pay the principal and interest of its bonds, debentures and other obligations in foreign currencies; and ratifying and declaring valid any bonds, debentures or other evidences of indebtedness heretofore issued by the company in such currencies and any deeds or documents passed to secure the same, and for other purposes.

Montreal, 28th November, 1921.

LAFLEUR, MACDOUGALL, MACFARLANE
& BARCLAY,
4152—48-4 Solicitors for applicants.

Province of Quebec, district of Montreal.
Max Liverman, of the city and district of Montreal, petitioner.

Notice is hereby given that Max Liverman, of the city and district of Montreal, bachelor

bachelier en loi, sollicitera auprès de la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, la passation d'une loi autorisant le barreau de la province de Québec à l'admettre comme membre dudit corps, le tout selon la résolution adoptée par le conseil du barreau de la province de Québec.

Montréal, 28 novembre 1921.

L'avocat du requérant,
4153—48-4 LOUIS FITCH.

of law, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an act to authorize the bar of the Province of Quebec to admit him as a member of the said body, the whole in accordance with resolution passed by the council of the bar of the Province of Quebec.

Montreal, 28th November, 1921.

LOUIS FITCH,
Attorney for petitioner.

Province de Québec, district de Montréal.

Avis public est par le présent donné que Hermann Barrette, bachelier en droit, des cité et district de Montréal, s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi autorisant le barreau de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres.

Montréal, 23 novembre 1921.

Les avocats du requérant,
4187—48-4 JEAN & BIRON.

Province of Quebec, district of Montreal.

Public notice is hereby given that Hermann Barrette, bachelor of law, of the city and district of Montreal, will apply to the Legislature of Quebec, at its session, for the passing of an act authorising the bar of the Province of Quebec to admit him among its members.

Montreal, November 23rd, 1921.

JEAN & BIRON,
Attorneys for the petitioner.

Canada, province de Québec, district de Montréal.

Avis public est par les présentes donné que la Maison de l'Immaculée Conception, dûment incorporée suivant actes du gouvernement de Québec (47 Victoria, ch. 52 et 54 Vict., ch. 65), et établie en la cité de Montréal, Aristide Boileau et Ulric Boileau, des cité et district de Montréal, entrepreneurs, s'adresseront à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour demander la passation d'un projet de loi (bill) aux fins de faire compléter, régulariser, confirmer et déclarer valides et légaux, à toutes fins que de droit, leurs titres ou droits de propriété aux lots de terre suivants, savoir :

1o.—Une lisière de terrain de vingt pieds de largeur par quatre-vingt-onze pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, faisant partie du lot de terre connu et désigné sous le numéro cent trente-neuf de la subdivision officielle du lot numéro trois cent trente-neuf (339-ptie 139) des plan et livre de renvoi officiels du village de la Côte Saint-Louis ;

2o.—Une lisière de terrain de vingt pieds de largeur par quatre-vingt-onze pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, faisant partie du lot de terre connu et désigné sous le numéro cent onze de la subdivision officielle du lot numéro trois cent trente-neuf (339-ptie 111) des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis, lesquels lots de terre ci-dessus décrits sont mentionnés dans un acte de vente passé à Montréal, le 1er juin 1906, par devant le notaire W.-J. Proulx, sous le numéro 7990 de ses minutes, entre la succession de Sir William-Edmund Logan et la Maison de l'Immaculée Conception, acte enregistré au bureau d'enregistrement des comtés d'Hochelaga et de Jacques-Cartier sous le No 123692, et aux fins de faire confirmer et déclarer valides et légaux, à toutes fins que de droit, l'acte de vente passé à Montréal le 8 mai 1921, entre la Maison de l'Immaculée Conception et M. Aristide Boileau, par devant le notaire J.-A.-Emile Boileau, sous le numéro dix mille quatre-vingt-neuf de son répertoire et enregistré à Hochelaga et Jacques-Cartier sous le No 424,238, ainsi que l'acte de vente passé le 31 octobre 1921 entre M. Aristide Boileau et M. Ulric Boileau, devant ledit notaire, J.-A.-Emile Boileau, sous le No dix mille quatre cent dix-huit de son répertoire; lesdits deux actes

Canada, province of Quebec, district of Montreal.

Public notice is hereby given that "La Maison de l'Immaculée Conception", duly incorporated by acts of Quebec Parliament (47 Vict., ch. 52 and 54 Vict., ch. 65) and established in the city of Montreal; and Aristide Boileau and Ulric Boileau, both of the city of Montreal, contractors, will petition the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to ask the passation of a bill in view of having completed, regularised, confirmed and declared valid and legal *à toutes fins que de droit*, their rights and titles to the following lots, namely :

1o.—A lot of land containing twenty feet in width by ninety-one feet in depth, English measure and more or less, being part of lot known and designated as lot number one hundred and thirty nine of the official subdivision of lot number three hundred and thirty nine (339-pt. 139) of the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte Saint-Louis;

2o.—A lot of land containing twenty feet in width by ninety-one feet in depth, English measure and more or less, being part of lot known and designated as lot number one hundred and eleven of the official subdivision of lot number three hundred and thirty nine (339-pt. 111) of the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte Saint-Louis; the said above lots of land as mentioned in a deed of sale passed in Montreal on the 1st of June, 1906, before notary W.-J. Proulx, under No. 7990 of his minutes, between the estate of Sir William-Edmund Logan and "La Maison de l'Immaculée Conception", and registered at Hochelaga and Jacques-Cartier registration division under No. 123692; and in view of having confirmed and declared valid and legal, *à toutes fins que de droit*, a deed of sale passed at Montreal on the 8th of May, 1921, between "La Maison de l'Immaculée Conception and Mr. Aristide Boileau, before notary J.-A.-Emile Boileau, under No. 10089 of his minutes and registered at Hochelaga and Jacques-Cartier under No. 424238, and also another deed of sale passed at Montreal on October 31st, 1921, between Mr. Aristide Boileau and Mr. Ulric Boileau, before notary J.-A.-Emile Boileau, under No. 10418 of his minutes, both said deeds of sale especially

de vente ayant trait au lot de terre 339-ptie 139 en premier lieu décrit.

Montréal, 30 novembre 1921.

Les procureurs et agents des requérants,

TESSIER & OLIVIER.

11 Place d'Armes, Montréal. 4211-48-4

Avis public est par le présent donné que "L'Eglise du Mouvement de Sainteté en Canada" sollicitera de la Législature de Québec, à sa prochaine session, l'adoption d'une loi à l'effet de reconnaître ladite Eglise comme corporation ecclésiastique, avec droit de tenir registres de l'état civil, d'acquiescer les biens immeubles nécessaires à ses fins, de ratifier et valider tous mariages célébrés par ses ministres, dans la province de Québec, depuis la date de sa constitution en corporation par le Parlement fédéral, en 1900, et pour autres objets.

Montréal, le 17 novembre 1921.

Les avocats des requérants,

CAMPBELL, McMASTER & COUTURE.

4017-47-4

Avis public est par le présent donné que Dame Bessie-True McKim, veuve de feu Anson McKim, en son vivant, président de A. McKim, Limited, et Nellie-Blanche McGowan, célibataire majeure, les deux de la cité et du district de Montréal, solliciteront de la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, l'adoption d'une loi à l'effet de changer le nom de ladite Nellie-Blanche McGowan en celui de Helen-McGowan McKim, et de ratifier l'adoption par ladite Dame Bessie-True McKim de ladite Nellie-Blanche McGowan, et pour d'autres fins.

Montréal, le 11 novembre 1921.

Les avocats des requérantes,

CAMPBELL, McMASTER & COUTURE.

3997-47-4

Son Eminence le cardinal Louis-Nazaire Bégin, archevêque de Québec, Nos Seigneurs Charles-Hugh Gauthier, archevêque d'Ottawa, Paul-Eugène Roy, archevêque de Séleucie et coadjuteur de Québec, Joseph-Médard Emard, évêque de Valleyfield, Michel-Thomas Labrecque, évêque de Chicoutimi, Paul Larocque, évêque de Sherbrooke, François-Xavier Cloutier, évêque des Trois-Rivières, Joseph-Simon-Hermann Brunault, évêque de Nicolet, Alexis-Xiste Bernard, évêque de Saint-Hyacinthe, Guillaume Forbes, évêque de Joliette, François-Xavier Brunet, évêque de Mont-Laurier, Elie-Anicet Latulippe, évêque d'Haileybury, Patrick-Thomas Ryan, évêque de Pembroke, Lewis-Joseph O'Leary, évêque de Charlottetown, et Georges Gauthier, évêque de Philippopolis et auxiliaire de Montréal, s'adresseront à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour en obtenir l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "La Société des Missions Etrangères de la province de Québec", déterminant l'objet de la corporation, sa constitution et son organisation, ses pouvoirs d'aliénation et d'administration, et pour toutes autres fins.

Québec, 19 novembre 1921.

Pour Son Eminence le cardinal archevêque et Nos Seigneurs les archevêques et évêques.

JOS. SIROIS,

4041-47-4

N. P.

affecting the said lot No. 339 pt. 139, above first described.

Montreal, 30th November, 1921.

TESSIER & OLIVIER,

Attorneys for petitioners.

11 Place-D'Armes, Montreal. 4212-48-4

Public notice is hereby given that the "Holiness Movement Church in Canada" will apply at the next session of the Quebec Legislature for the passing of an act for the purpose of recognizing the said church as an ecclesiastical corporation, with right to keep registers for acts of civil status, to acquire immoveable property necessary for its purposes, and to ratify and validate all marriages performed by its ministers within the Province of Quebec since the date of its incorporation by the Dominion Parliament in 1900, and for other purposes.

Montreal, November-17th, 1921.

CAMPBELL, McMASTER & COUTURE,

4018-47-4

Solicitors for applicants.

Public notice is hereby given by Dame Bessie-True McKim, widow of the late Anson McKim, in his lifetime, president of A. McKim, Limited, and Nellie-Blanche McGowan, unmarried woman of full age, both of the city and district of Montreal, that they will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for an act changing the name of the said Nellie-Blanche McGowan to Helen-McGowan McKim, and confirming the adoption by the said Dame Bessie-True McKim of the said Nellie-Blanche McGowan, and for other purposes.

Montreal, 11th November, 1921.

CAMPBELL, McMASTER & COUTURE,

3998-47-4

Attorneys for petitioners.

His Eminence Cardinal Louis-Nazaire Bégin, archbishop of Quebec, Their Lordships Charles-Hugh Gauthier, archbishop of Ottawa, Paul-Eugène Roy, archbishop of Séleucie and coadjutor of Quebec, Joseph-Médard Emard, bishop of Valleyfield, Michel-Thomas Labrecque, bishop of Chicoutimi, Paul Larocque, bishop of Sherbrooke, François-Xavier Cloutier, bishop of Three Rivers, Joseph-Simon-Hermann Brunault, bishop of Nicolet, Alexis-Xiste Bernard, bishop of Saint-Hyacinthe, Guillaume Forbes, bishop of Joliette, François-Xavier Brunet, bishop of Mont-Laurier, Elie-Anicet Latulippe, bishop of Haileybury, Patrick-Thomas Ryan, bishop of Pembroke, Lewis-Joseph O'Leary, bishop of Charlottetown, and George Gauthier, bishop of Philippopolis and auxiliary of Montreal, will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, for a law constituting them as a corporation under the name of "La Société des Missions Etrangères de la province de Québec", determining the object of the corporation, its constitution and organization, its powers, and for any other purposes.

Quebec, 19th November, 1921.

For His Eminence the Cardinal archbishop and Their Lordships the archbishops and bishops.

JOS. SIROIS,

4042-47-4

N. P.

"Le Syndicat Financier de l'Université Laval à Québec" donne avis qu'à la prochaine session de la Législature de Québec, il demandera l'adoption d'une loi refondant sa charte (8 Edouard VII, chapitre 131), changeant son nom, modifiant la construction du bureau des gouverneurs, augmentant le nombre des membres du conseil d'administration, et pour toutes autres fins.

Québec, 19 novembre 1921.

L'assistant-secrétaire du Syndicat Financier,
JOS. SIROIS.

4043-47-4

"Le Syndicat Financier de l'Université Laval à Québec" gives notice that at the next session of the Quebec Legislature, it will apply for the adoption of a law revising its charter (8 Edward VII, chapter 131), changing its name, modifying the constitution of the board of governors, increasing the number of the members of the administrative board, and for all other purposes.

Quebec, 19th November, 1921.

JOS. SIROIS,
Assistant-Secretary of the Syndicat Financier.

4044-47-4

Avis est par le présent donné que le synode du diocèse de Montréal de l'Eglise d'Angleterre au Canada demandera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, l'adoption d'une loi amplifiant les pouvoirs accordés au synode provincial de l'Eglise anglicane par une loi de la ci-devant province du Canada, 29 et 30 Vict. chap. 15, audit synode du diocèse de Montréal, avec d'autres pouvoirs similaires.

Montréal, 22 novembre 1921.

L'avocat du requérant,
W.-L. BOND.

4101-47-4

Notice is hereby given that the Synod of the diocese of Montreal of the Church of England in Canada will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for an Act to extend the powers granted to the Provincial Synod of the Anglican Church by the act of the late Province of Canada, 29 and 30 Vict. chap. 15, to the said Synod of the Diocese of Montreal, with further powers of a like nature.

Montreal, November 22nd, 1921.

W.-L. BOND,
Solicitor for applicant.

4102-47-4

Avis est par le présent donné que la "Congregational Union of Canada" sollicitera de la législature de Québec, à sa prochaine session, l'adoption d'une loi enlevant certains doutes relatifs aux droits des ministres et églises de la "confession congréganiste" de tenir des registres de l'état civil et d'officier aux cérémonies de mariage, baptême et funérailles.

Les avocats des requérants,

W.-D. LIDTHALL, c. r.
Montréal, 31 octobre 1921. 3915-46-4

Notice is hereby given that the "Congregational Union of Canada" will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, for the passage of an Act to remove certain doubts regarding the rights of ministers and congregations of the Congregational Denomination to keep registers of civil status and perform the rites of marriage and baptism and funeral services.

W.-D. LIDTHALL, c. r.

Solicitor for applicants.
Montreal, 31st October, 1921. 3916-46-4

Département de l'instruction publique

Department of Public Instruction

100-21 Québec, 29 novembre 1921.

Demande est faite de détacher :

1. De la municipalité scolaire de Saint-Hubert, comté de Chambly, le lot No 158 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Hubert ;

2. De la municipalité scolaire de Laprairie, comté de Laprairie, les lots Nos 128 à 132, inclusivement, du cadastre officiel de la paroisse de Laprairie, et de former de tout ce territoire une municipalité scolaire distincte, sous le nom de Saint-Lambert, annex.

4179-48-2

100-21 Québec, 29th November, 1921.

Application is made to detach :

1. From the school municipality of Saint-Hubert, county of Chambly, the lot No. 158 of the official cadastre of the parish of Saint-Hubert ;

2. From the school municipality of Laprairie, county of Laprairie, the lots Nos. 128 to 132, inclusively, of the cadastre of the parish of Laprairie, and to erect all the above territory into a distinct school municipality, under the name of Saint-Lambert-annex.

4180-48-2

Département du trésor

Treasury Department

Avis est par le présent donné que la "Security Insurance Company of New Haven" a été enregistrée pour faire, dans la province de Québec, des affaires d'assurance contre le feu et la grêle et d'assurance contre les dommages de toutes sortes causés à la propriété par l'explosion de gaz naturel et autre, tel que limité par la charte de la compagnie, le et après le cinquième jour de décembre 1921.

Le nom et l'adresse du principal agent, pour la province de Québec, sont : William-E. Findlay, 10 rue Saint-Jean, Montréal.

Donné conformément à l'article 6950 S. R.

Notice is hereby given that the "Security Insurance Company of New Haven" has been registered to transact, within the Province of Quebec, the business of fire and hail insurance against damages to property of any kind caused by the explosion of natural gas, as limited by the company's charter on and after the fifth day of December, 1921.

The name and address of the chief agent, for the Province, are : William-E. Findlay, 10 Saint John street, Montreal.

Given pursuant to article 6950, R. S. P. Q.,

P. Q., 1909, ce cinquième jour de décembre 1921.
Pour le trésorier de la province de Québec,
Le surintendant des assurances,
F.-L. MONCK,

Branche des assurances,
Département du trésor, Québec. 4247—49-2

1909, this fifth day of December, 1921.
For the Treasurer of the Province of Quebec,
F.-L. MONCK,
Superintendent of Insurance.
Insurance Branch,
Treasury Department, Quebec. 4248

Avis est par le présent donné que La Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de Saint-Basile, dans le comté de Portneuf, dans la province de Québec, a satisfait aux dispositions de l'article 6889 des Statuts refondus de la province de Québec, 1909 et que 56 personnes dûment qualifiées ont signé leur nom sur le livre de souscription et se sont engagées à prendre un montant total d'assurance de \$37,700.

Donné conformément à l'article 6889 des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, ce 2ième jour de décembre mil neuf cent vingt-un.

Le président,
— ALFRED HARDY.

Le secrétaire,
JOS. DURAND. 4251

Notice is hereby given that "La Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de Saint-Basile", in the county of Portneuf, in this Province of Quebec, as complied with the provisions of article 6889 of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1909, and that 56 duly qualified persons have signed their names in the subscription book and bound themselves to affect the insurance to the amount of \$37,700.

Given pursuant to the article 6889 of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1909, this 2nd day of December, one thousand nine hundred and twenty one.

ALFRED HARDY,
President.

JOS. DURAND,
Secretary. 4252

Actions en séparation de biens

Canada, province de Québec, district de Saint-François, Cour supérieure, No 925.

Dame Bertha-Velma Ames, de la ville de Richmond, district de Saint-François, dûment autorisée à ester en justice, épouse de Joseph-Dalbe Dustin, autrefois marchand, à Lisgar, district d'Arthabaska et maintenant de lieux inconnus, demanderesse; vs Joseph-Dalbe Dustin, autrefois, marchand, de Lisgar, district d'Arthabaska et maintenant de lieux inconnus, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le vingt-deuxième jour d'octobre 1921.

Sherbrooke, ce 10 novembre 1921.

Le procureur de la demanderesse,
4255—49-5 J.-V. D'ARTOIS.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 2582.

Dame Olivine Charbonneau, épouse commune en biens de Damase Charbonneau, de Montréal, et dûment autorisée à l'effet des présentes par la Cour supérieure, demanderesse; vs Damase Charbonneau, cordonnier, de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée contre le défendeur le vingt-neuvième jour de novembre 1921.

Montréal, 5 décembre 1921.

Le procureur de la demanderesse,
4257—49-5 L. HOULE,
76 Saint-Gabriel.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 2519.

Dame Rosie Scherer, de la cité et du district de Montréal, épouse de Samuel Weininger, du même lieu, marchand, dûment autorisée à ester en justice, par jugement de la Cour supérieure, le 14 novembre 1921, demanderesse; vs l'edit Samuel Weininger, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée, ce jour, en la présente cause.

Montréal, 22 novembre 1921.

Les avocats de la demanderesse,
4125—48-5 JACOBS & PHILLIPS.

Canada, Province of Quebec, district of Saint-François, Superior Court, No. 925.

Dame Bertha-Velma Ames, of the town of Richmond, district of Saint Francis, duly authorized to *ester en justice*, wife of Joseph-Dalbe Dustin, formerly merchant, of Lisgar, district of Arthabaska and now of parts unknown, plaintiff; vs Joseph-Dalbe Dustin, formerly merchant, of Lisgar, district of Arthabaska and now of parts unknown, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause on the twenty-second day of October, 1921.

Sherbrooke, November 10th, 1921.

J.-V. D'ARTOIS,
4256—49-5 Attorney for plaintiff

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 2582.

Dame Olivine Charbonneau, wife common as to property of Damase Charbonneau, of Montreal, and duly authorized for the purpose of these presents by the Superior Court, plaintiff; vs Damase Charbonneau, of Montreal, sech-maker, defendant.

An action in separation as to property has been instituted against the defendant on the twenty-ninth day of November, 1921.

Montreal, 5th December, 1921.

L. HOULE,
4258—49-5 Attorney for plaintiff,
76 Saint-Gabriel.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 2519.

Dame Rosie Scherer, of the city and district of Montreal, wife of Samuel Weininger, of the same place, merchant, duly authorized to *ester en justice*, by judgment of the Superior Court, on 14th November, 1921, plaintiff; vs the said Samuel Weininger, defendant.

An action in separation as to property has, this day, been instituted in this cause.

Montreal, 22nd November, 1921.

JACOBS & PHILLIPS,
4126—48-5 Attorneys for plaintiff.

—

Canada, province de Québec, district de Saint-François. Dame Aldéa Marcotte, de Saint-Adrien-de-Ham, comté de Wolfe, dans le district de Saint-François, épouse de Pierre Sévigny, du même lieu, dit district, journalier, dûment autorisée à ester en justice aux fins des présentes, par un juge de la Cour supérieure, demanderesse; vs ledit Pierre Sévigny, de Saint-Adrien-de-Ham, comté de Wolfe, district de Saint-François, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 23 novembre 1921.

Sherbrooke, 23 novembre 1921.
Le procureur de la demanderesse,
4163—48-5 EMILE RIOUX.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 3500. Dame Yvonne Girard, épouse commune en biens de Ernest Jodoin, des cité et district de Montréal, demanderesse; vs Ernest Jodoin, charpentier, des cité et district de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée contre le défendeur le vingt-unième jour de novembre 1921.

Montréal, 29 novembre 1921.
Les procureurs de la demanderesse,
LAMARRE, MONET & BOURDON.
4165—48-5

Province de Québec, district de Saint-François, Cour supérieure, No 64.

Dame Marie-Anne Maclure, du village de Stanstead Plain, dans le district de Saint-François, épouse de George Houle, fils, du même lieu, journalier, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs George Houle, fils, du même lieu, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée, ce jour, par la demanderesse contre le défendeur.

Sherbrooke, P. Q., 24 novembre 1921.
Le procureur de la demanderesse,
4189—48-5 L.-E. CHARBONNEL.

Canada, province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 1034.

Bertha Cofler, épouse commune en biens d'Avram Schwartz *alias* O.-S. Lenoir, de la cité et du district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs Avram Schwartz *alias* O.-S. Lenoir, du même lieu, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée le 18 novembre 1921.

Montréal, le 18 novembre 1921.
Les avocats de la demanderesse,
4021—47-5 BUDYK & BUDYK.

Canada, province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 3356.

Dame Antoinette Guimond, de la cité et du district de Montréal, épouse commune en biens de Joseph Larochelle, épiciier licencié, du même lieu, demanderesse; vs Joseph Larochelle, épiciier licencié, du même lieu, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le vingt-cinquième jour d'octobre 1921.

Les procureurs de la demanderesse,
FOREST, LALONDE & COFFIN.
Montréal, le 31 octobre, 1921. 3907—46-5

Canada, Province of Quebec, district of Saint Francis. Dame Aldéa Marcotte, of Saint-Adrien-de-Ham, county of Wolfe, in the district of Saint Francis, wife of Pierre Sévigny, of the same place, said district, laborer, duly authorized to *ester en justice* to the present hereof, by a judge of the Superior Court, plaintiff; vs the said Pierre Sévigny, of Saint-Adrien-de-Ham, county of Wolfe, district of Saint-Francis, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause, this day.

Sherbrooke, 23rd November, 1921.
EMILE RIOUX,
4164—48-5 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 3500. Dame Yvonne Girard, wife common as to property of Ernest Jodoin, of the city and district of Montreal, plaintiff; vs Ernest Jodoin, of the city and district of Montreal, carpenter, defendant.

An action in separation as to property has been instituted against the defendant on the twenty-first day of November, 1921.

Montréal, 29th November, 1921.
LAMARRE, MONET & BOURDON.
4166—48-5 Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec, district of Saint-Francis, Superior Court, No. 64.

Dame Marie-Anne Maclure, of the village of Stanstead Plain, in the district of Saint Francis, wife of George Houle, jnr, of the same place, laborer, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs George Houle, jnr, of the same place, defendant.

An action for separation as to property has, this day, been instituted against defendant by plaintiff.

Sherbrooke, P. Q., November, 24th, 1921.
L.-E. CHARBONNEL,
4190—48-5 Attorney for plaintiff.

Canada, Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 1034.

Bertha Cofler, wife common as to property of Avram Schwartz *alias* O.-S. Lenoir, of the city and district of Montreal, duly authorized *ester en justice*, plaintiff; vs Avram Schwartz *alias* O.-S. Lenoir, of the same place, defendant.

An action in separation as to property has been instituted this 18th of November, 1921.

Montreal, 18th November, 1921.
BUDYK & BUDYK,
4022—47-5 Attorneys for plaintiff.

Canada, Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No 3356.

Dame Antoinette Guimond, of the city and the district of Montreal, wife common as to property of Joseph Larochelle, licensed grocer of the same place, plaintiff; vs Joseph Larochelle, licensed grocer, of the same place, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause on the twenty fifth day of October, 1921.

FOREST, LALONDE & COFFIN.
Attorneys for plaintiff.
Montreal, October 31st, 1921. 3908—46-5

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No. 4620.

Dame Léa Rappaport, de Montréal, épouse commune en biens de Israel Barad, autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Israel Barad, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause.

Montréal, 4 octobre 1921.

L'avocat du demandeur.

BERRY BENOIT.

11 Place d'Armes.

4031—47-5

Canada, province de Québec, district de Montmagny, Cour supérieure, No. 890.

Dame Marie-Aldona Vallée, épouse commune en biens de Léonidas Tardif, marchand, de Daaquam, district de Montmagny, demanderesse; vs ledit Léonidas Tardif, marchand, de Daaquam, district de Montmagny, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause.

Montmagny, 19 novembre 1921.

Le procureur de la demanderesse.

4033—47-5

ROSAIRE BEAUDOIN.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No. 4588.

Dame Florestine Boulineau, de la ville de Montréal-Est, épouse de Félix Vexiau, jardinier, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs le dit Félix Vexiau, du même lieu, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée en cette cause le vingt-unième jour de novembre 1921.

Montréal, 23 novembre 1921.

Les procureurs de la demanderesse.

ROBILLARD, JULIEN & ALLARD.

4083—47-5

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No. 140.

Dame B.-A. Jeanne Dubee, épouse commune en biens de J.-R. Gavey, négociant, de Montréal, dûment autorisée à ester en justice par jugement de la Cour supérieure, demanderesse; vs Josué Renouf Gavey, négociant, de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée le vingt-huitième jour d'octobre 1921.

Montréal, ce 22 novembre 1921.

Les procureurs de la demanderesse.

4085—47-5

LEGRAND & PERRIER.

Canada province de Québec, district des Trois-Rivières, Cour supérieure, No. 629.

Dame Emélie Arbour, de la paroisse de Saint-Ignace-du-Lac, district des Trois-Rivières, épouse commune en biens du défendeur, autorisée à ester en justice, demanderesse; vs Francis Morin, cultivateur, du même lieu, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 12 octobre 1921.

Le procureur de la demanderesse.

BERNARD-L. BROSSEAU.

Trois-Rivières, le 12 octobre 1921. 3899—46-5

Province de Québec, district des Trois-Rivières, dans la Cour supérieure, No. 714.

Dame Glorvina Grenier, épouse commune en biens de Napoléon Blais, ci-devant de la paroisse de Saint-Etienne-des-Grès, dans le comté de Saint-Maurice, maintenant de lieux inconnus,

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 4620.

Dame Lea Rappaport, of Montreal, wife common as to property of Israel Barad, authorized to ester en justice, plaintiff; vs the said Israel Barad, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause.

Montreal, 4th October, 1921.

BERRY BENOIT,

Attorney for plaintiff.

11 Place d'Armes.

4032—47-5

Canada, Province of Quebec, district of Montmagny, Superior Court, No. 890.

Dame Marie-Aldona Vallée, wife common as to property of Léonidas Tardif, merchant, of Daaquam, district of Montmagny, plaintiff; vs the said Léonidas Tardif, merchant, of Daaquam, district of Montmagny, defendant.

An action in separation to property has been instituted in this cause.

Montmagny, 19th november, 1921.

ROSAIRE BEAUDOIN,

Attorney for plaintiff.

4034—47-5

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 4588.

Dame Florestine Boulineau, of the town of Montreal East wife of Felix Vexiau, gardener, duly authorized to ester en justice, plaintiff; vs the said Felix Vexiau, of the same place, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause on the twenty first day of November, 1921.

Montreal, November, 23rd, 1921.

ROBILLARD, JULIEN & ALLARD,

4084—47-5

Solicitors for plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 140.

Dame B.-A. Jeanne Dubee, wife common as to property of J.-R. Gavey, of Montreal, trader, duly authorized to ester en justice by judgment of the Superior Court, plaintiff; vs Josué Renouf Gavey, of Montreal, trader, defendant.

An action in separation as to property has been instituted this twenty-eighth day of October, 1921.

Montreal, November 22nd, 1921.

LEGRAND & PERRIER,

4086—47-5

Attorneys for plaintiff.

Canada, Province of Quebec, district of Three Rivers, Superior Court, No. 629.

Dame Emélie Arbour, of the parish of Saint-Ignace-du-Lac, district of Three Rivers, wife common as to property of the defendant, duly authorized to ester en justice, plaintiff; vs Francis Morin, farmer, of the same place, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause on the 12th October, 1921.

BERNARD-L. BROSSEAU,

Attorney for plaintiff.

Three Rivers, 12th October, 1921. 3900—46-5

Province of Quebec, district of Three Rivers, in the Superior Court, No. 714.

Dame Glorvina Grenier, wife common as to property of Napoléon Blais, heretofore of the parish of Saint-Etienne-des-Grès, in the county of Saint-Maurice, now of unknown parts;

demanderesse ; vs ledit Napoléon Blais, défendeur. plaintiff ; vs the said Napoéon Blais, defendant.

Une action en séparation de biens a été, ce jour, instituée par la demanderesse contre le défendeur. An action for separation as to property has been instituted, this day, by the plaintiff against the defendant.

Trois-Rivières, ce 12 novembre 1921.

Three Rivers, 12th November, 1921.

Les procureurs de la demanderesse,
3927—46-5 CHAUVEAU & MARCHAND.

CHAUVEAU & MARCHAND,
3928—46-5 Attorneys for plaintiff.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 289.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 289.

Dame Marie-Louise Berthiaume, de Montréal a, le 29 octobre 1921, formé une demande en séparation de biens contre son mari, Victor Laniel, commerçant, du même endroit.

Dame Marie-Louise Berthiaume, of Montreal has, on the 29th of October, 1921, instituted an action in separation as to property against her husband, Victor Laniel, trader, of the same place.

Montréal, 4 novembre 1921.

Montreal, November 4th, 1921.

L'avocat de la demanderesse,
A.-S. ARCHAMBAULT.
3841—45-5

A.-S. ARCHAMBAULT,
3842—45-5 Attorney for plaintiff.

Cour supérieure, Montréal, No 3396.

Superior Court, Montreal, No. 3396.

Dame Blanche Dion, épouse commune en biens de Ernest Archambault, commerçant, de la cité de Montréal, demanderesse ; vs le dit Ernest Archambault, défendeur.

Mrs Blanche Dion, wife common as to property of Ernest Archambault, trader, of the city of Montreal, plaintiff ; vs the said Ernest Archambault, defendant.

Une action en séparation de biens a été instituée contre le défendeur le 29 octobre 1921.

An action for separation as to the property has been instituted in this cause on the 29th of October, 1921.

Le procureur de la demanderesse,
3843—45-5 AUGUSTE QUESNEL.

AUGUSTE QUESNEL,
3844—45-5 Attorney for the plaintiff.

Action en séparation de corps et de biens

Action for separation as to bed and board

Cour supérieure, district de Québec, No 4324.

Superior Court, district of Quebec, No. 4324.

Hector Belland, de la cité de Québec, négociant, demandeur ; vs Dame Elisabeth-Ferguson Wallace, de la cité de Montréal, épouse commune en biens de Hector Belland, négociant, de la cité de Québec, dûment autorisée par son mari, le demandeur, aux fins des présentes.

Hector Belland, of the city of Quebec, merchant, plaintiff ; vs Dame Elisabeth-Ferguson Wallace, of the city of Montreal, wife common as to property of Hector Belland, merchant, of the city of Quebec, duly authorized by her husband, the plaintiff, for the purposes hereof.

Une action en séparation de corps et de biens a été, ce jour, instituée contre la défenderesse.

An action for separation as to bed and board and property has been instituted, this day, against the defendant.

Québec, 20 septembre 1921.

Quebec, September 20th, 1921.

Les procureurs du demandeur,
FITZPATRICK, DUPRE, GAGNON
4087—47-5 & TASCHEREAU.

FITZPATRICK, DUPRE, GAGNON
& TASCHEREAU,
4088—47-5 Attorneys for plaintiff.

Avis de dépôt

Notice of deposit

En vertu de la loi des liquidations et de ses amendements.

Under the winding-up Act and its amendments.

Canada, province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 141.

Canada, Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 141.

Dans l'affaire de "La Cie de Brique et de Sable des Laurentides, Limitée", en liquidation ; et Félix-Roméo Paquet et Joseph-Omer Bonnier, liquidateurs.

In the matter of "La Cie de Brique et Sable des Laurentides, Limitée", in liquidation ; and Félix-Roméo Paquet and Joseph-Omer Bonnier, liquidators.

Avis est par le présent donné qu'il a été déposé chez F.-R. Paquet et J.-O. Bonnier, liquidateurs de ladite compagnie en liquidation, à leurs bureaux, 120 rue Saint-Jacques, en la cité de Montréal, un certain acte de vente passé devant J.-E. Beauchamp, notaire public, le vingt-unième jour d'octobre mil neuf cent vingt-un, de la part de "La Cie de Brique et de Sable des Laurentides, limitée", en liquidation, à Dame Hermine Boisvert, de la paroisse de Terrebonne,

Notice is hereby given that there has been deposited with F.-R. Paquet and J.-O. Bonnier, liquidators of the said company in liquidation, at their offices, 120, Saint James street, in the city of Montreal, a certain deed of sale passed before J.-E. Beauchamp, notary public, on the twenty first day of October, nineteen hundred and twenty one, from "La Cie de Brique et Sable des Laurentides, limitée", in liquidation, to Mrs. Hermine Boisvert, of the parish of Terre-

dans lequel acte de vente la propriété transportée est décrite comme suit, savoir:

1. Deux lots de terre situés dans la paroisse de Saint-Henri-de-Mascouche, comté de L'Assomption, connus et désignés dans les plan et livre de renvoi officiels de cette paroisse sous les numéros trois cent quatre-vingt-deux et trois cent quatre-vingt-quatre (382 et 384);

2. Un autre lot de terre situé dans ladite paroisse de Saint-Henri-de-Mascouche, connu et désigné dans lesdits plan et livre de renvoi, comme faisant partie du lot numéro trois cent soixante-dix-neuf; cette partie de lot étant située à l'ouest du chemin macadamisé de Madame Masson, et est bornée vers le nord par partie des lots Nos 374 et 375 desdits plan et livre de renvoi officiels, vers le sud par ledit lot No 382, à l'ouest par le lot No 383 desdits plan et livre de renvoi et à l'est par ledit chemin macadamisé;

3. Un autre lot de terre situé dans ladite paroisse de Saint-Henri-de-Mascouche, connu et désigné dans lesdits plan et livre de renvoi, comme faisant partie du lot numéro trois cent quatre-vingt-trois (ptie 383); cette partie de lot s'étendant dans toute la largeur du dit lot de son extrémité est jusqu'à l'ancien chemin public, la ligne latérale ouest de ladite partie du lot No 383 étant la prolongation en ligne droite de la ligne latérale ouest dudit lot No 384—avec bâtisses érigées sur lesdits lots de terre.

Et de plus, prenez avis que le certificat du registrateur sur la dite propriété immobilière a aussi été déposé chez les liquidateurs à leurs bureaux, à Montréal.

Que la propriété ci-haut décrite a été détenue et possédée par "La Cie de Brique et de Sable des Laurentides, limitée", depuis le vingt-trois juillet 1913, par J.-G. Héroux, du vingt-trois novembre 1912 au vingt-trois juillet 1913, et antérieurement par Alexandre Clark.

Que lesdits actes de vente et certificat du registrateur ont été ainsi déposés en conformité avec les prescriptions des articles No 7552 et suivants des Statuts refondus de la province de Québec, (1909), et que le présent avis est publié en conformité avec les dispositions desdits articles et à fin de donner à ladite vente l'effet d'une vente faite par le shérif.

Daté en la cité de Montréal, dans la province de Québec, ce vingt-deuxième jour de novembre mil neuf cent vingt-un.

Les liquidateurs,

F.-R. PAQUET,
J.-O. BONNIER.

120 Saint-Jacques, Montréal. 4057—47-5

bonne, in which deed of sale the property conveyed is described as follows, to wit:

1. Two lots situated in the parish of Saint-Henri-de-Mascouche, county of L'Assomption, known and designated on the official plan and book of reference of this parish under numbers three hundred and eighty two and three hundred and eighty four (382 and 384);

2. Another lot situated in the said parish of Saint-Henri-de-Mascouche, known and designated on the said plan and book of reference, as being part of lot number three hundred and seventy nine; this part of lot being situated west of the macadamized road of Mrs. Masson, and is bounded north by part of lots numbers 374 and 375 of the said official plan and book of references, southward by the said lot number 382, west by lot No 383 of the said plan and book of reference, east by the said macadamized road;

3. Another lot situated in the said parish of Saint-Henri-de-Mascouche, known and designated on the said plan and book of reference, as being part of lot number three hundred and eighty three (part 383); this part of lot extending in all the width and of said lot from its eastern border up to the old public road, the western lateral boundary of the said part of lot No. 383 being the prolongation in straight line of the western lateral boundary of said lot No 384—with buildings erected on the said lots.

And further take notice that the registrar's certificate of search against the said immovable property has also been deposited with the said liquidators, at their offices, in Montreal.

That the immovable property described above has been owned and possessed by "La Cie de Brique et de Sable des Laurentides, limitée", from the twenty third of July, 1913, by J.-G. Héroux, from twenty third November, to 1912 the twenty third of July, 1913, and previously by Alexandre Clark.

That the said deeds of sale from "La Cie de Brique et de Sable des Laurentides, limitée", and registrar's certificate have been so deposited and in pursuance of the provisions of article No. 7552 ad following of the Revised Statutes of the Province of Quebec, (1909), and this notice is given pursuant to the provisions of the said articles and for the purpose of giving said sale the effect of a sheriff's sale.

Dated at the city of Montreal, in the Province of Quebec, this twenty second day of November, 1921.

F.-R. PAQUET,
J.-O. BONNIER,
Liquidators.

120 Saint. James, Montreal. 4058—47-5

Avis divers

"C.-O. SAINT-JEAN, LIMITEE"

Avis est par le présent donné qu'à une assemblée spéciale des actionnaires de la compagnie "C.-O. Saint-Jean, limitée", tenue le 12 juin 1921, dans les bureaux de la compagnie et à laquelle assistaient tous les actionnaires, la résolution suivante fut unanimement acceptée: "Il est proposé par M. J.-A. Bourque, secondé par M. Mellor: "Que l'article 14 des règlements

Miscellaneous Notices

"C.-O. SAINT-JEAN, LIMITEE"

Notice is hereby given that at a special meeting of the shareholders of the company "C.-O. Saint-Jean, limitée", held on the 12th of June, 1921, in the offices of the company and at which all the shareholders were present, the following resolution was unanimously adopted: Moved by J.-A. Bourque, seconded by Mr. Mellor: "That article 14 of the by-laws of the

de la compagnie soit amendé et que le nombre des directeurs soit porté de trois à cinq." Adopté unanimement.

Le secrétaire,
Vraie copie, L.-A. DESNOYERS.
4253

company be amended and the numbers of directors increased from three to five". Adopted unanimously.

L.-A. DESNOYERS,
A true copy, Secretary.
4254

ERRATUM

A la page 2209 de la *Gazette officielle de Québec* du 15 octobre 1921, aux numéros 3555-56, re : nomination des juges de paix pour le district d'Iberville, lisez : H.-W. Vanvliet, au lieu de R. Vanvliet. 4245

ERRATUM

On page 2209 of the *Quebec Official Gazette* of the 15th of October, 1921, numbers 3555-56 re : appointment of justices of the peace for the district of Iberville, read : H.-W. Nanyliet, instead of R. Vanvliet. 4246

Liquidations—Avis de

Avis est donné qu'à une assemblée générale et spéciale des actionnaires de La Compagnie d'Aqueduc de Saint-Hilaire, tenue à Saint-Hilaire, le 17 septembre 1921, à laquelle étaient présents ou représentés par procuration les actionnaires possédant un total de 192 parts sur 200 de ladite compagnie, il a été unanimement résolu que les procédures nécessaires soient faites pour dissoudre la compagnie et la mettre en liquidation et distribuer son actif, en vertu des dispositions des articles 6120 et suivants de la Loi des compagnies de Québec, et, qu'à cette assemblée, j'ai été dûment nommé liquidateur de ladite compagnie.

Daté à Saint-Hilaire, en duplicata, ce 30 novembre 1921.

Le liquidateur,
4231 REIGNER BRODEUR.

THE SOUTH ASBESTOS MINING COMPANY

Canada, province de Québec, district de Montréal.

Nous, soussignés, J.-Wilfrid Duclos, président, et Albert Manseau, secrétaire-trésorier, déclarons par les présentes que, en vertu d'une résolution du bureau de direction dûment adoptée le 15 octobre 1921, approuvée par règlement C des actionnaires dûment adoptée le 26 novembre 1921, la compagnie "The South Asbestos Mining Company", incorporée par lettres patentes émises à Québec le 22 décembre 1909, enregistrée à Québec le 28 décembre 1909, libro 91, folio 246, avec bureau principal à Montréal, s'est mise en liquidation volontaire, conformément aux articles 6120 et suivants des Statuts refondus de la province de Québec, que nous avons tous deux été nommés liquidateurs et que, aux fins des présentes, nous faisons élection de domicile au bureau de C.-A. Guertin, chambre 40, No 30 rue Saint-Jacques, Montréal.

Toutes réclamations contre la compagnie devront être dûment produites et établies avec pièces justificatives entre nos mains, à l'adresse indiquée ci-dessus, dans les trente jours de la publication des présentes.

En foi de quoi nous avons signé les présentes à Montréal, ce premier décembre 1921, après lecture faite.

Le président,
J.-W. DUCLOS,
Le secrétaire-trésorier,
A. MANSEAU.

4283

Winding-up Notices

Notice is given that at a special general meeting of the shareholders of "La Compagnie d'Aqueduc de Saint-Hilaire" held at Saint-Hilaire, the 17th of September, 1921, at which meeting were present or represented by proxies shareholders owning a total of 192 shares out of 200 of the said company, it was unanimously resolved that the necessary proceedings be taken to dissolve and wind up the company and distribute its assets, under the provisions of articles 6120 and following of the Quebec Companies' Act, and, that at said meeting, I was duly appointed liquidator of the said company.

Dated at Saint-Hilaire, in duplicate, this 30th of November, 1921.

REIGNER BRODEUR,
Liquidator.

THE SOUTH ASBESTOS MINING COMPANY.

Canada, Province of Quebec, district of Montréal.

We, the undersigned, J.-Wilfrid Duclos, president, and Albert Manseau, secretary-treasurer, hereby declare that in virtue of a resolution of the board of directors duly adopted on the 15th October, 1921, approved by by-law C of the shareholders duly adopted on the 26th November, 1921, The South Asbestos Mining Company, incorporated under letters patent issued at Quebec on the 22nd December, 1909, registered at Quebec the 28th December, 1909, libra 91, fol 246, with head office at Montreal, has gone into voluntary liquidation in conformity with articles 6120 and following of the Revised Statutes of the Province of Quebec, that we have both been appointed liquidators, and that for the purposes hereof we make election of domicile at the office of C.-A. Guertin, Room 40, No. 30, Saint James street, Montreal.

Any claims against the company must be duly filed and established with vouchers with us, at the hereinabove address within thirty days from the publication hereof.

In testimony whereof we have signed these presents at Montreal, this first day of December, 1921, after due reading.

J.-W. DUCLOS,
President.
A. MANSEAU,
Secretary-Treasurer.

4284

Ordre de Cour

r Canada, province de Québec, district des Trois-Rivières, Cour supérieure, No 426.

E. Grenier, demandeur vs Guy Boyer, de la paroisse de Saint-Elie-de-Caxton, défendeur.

Il est ordonné et enjoint aux créanciers du défendeur de produire leurs réclamations dans les quinze jours de la date de la première insertion des présentes.

Trois-Rivières, le 30 novembre 1921.

Le protonotaire, C.S.,

AD. PROVENCHER.

4215-49-2

District des Trois-Rivières.

Rules of Court

Canada, Province of Quebec, district of Three Rivers, Superior Court, No. 426.

E. Grenier, plaintiff; vs Guy Boyer, of the parish of Saint-Elie-de-Caxton, defendant.

The creditors of the defendant are ordered and required to file their claims within fifteen days from the date of the first insertion of these presents.

Three Rivers, 30th November, 1921.

AD. PROVENCHER,

Prothonotary, S.C.,

4216-49-2

District of Three Rivers.

Soumissions

PROVINCE DE QUÉBEC.

Les Commissaires d'écoles de la municipalité du village de Sainte-Anne-de-Chicoutimi, P.Q.

Avis public est par les présentes donné que les commissaires d'écoles de la municipalité du village de Sainte-Anne-de-Chicoutimi recevront d'ici au vingt-quatrième jour du mois de décembre 1921, à deux heures p.m., au bureau du soussigné, des soumissions écrites pour l'achat de débentures des dits commissaires d'écoles du village de Sainte-Anne-de-Chicoutimi, au montant de \$60,000 émises en vertu d'une résolution passée le 5 octobre 1920.

Les dites débentures sont d'une valeur au pair de cent et cinq cents piastres, échéant le premier mai 1945, conformément aux tableaux décrits dans la résolution, au taux de 6% par an payables semi-annuellement les 1ers mai et novembre de chaque année, au bureau de la Banque Nationale à Sainte-Anne-de-Chicoutimi, Québec ou Montréal.

Toutes les soumissions doivent mentionner si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les bons ou moment de la livraison et devront être sous plis chachetés avec indication : "Soumission pour débentures", à l'adresse du secrétaire-trésorier des Commissaires d'écoles du village de Sainte-Anne-de-Chicoutimi.

Toute information sera fournie sur réquisition.

Toute soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté à un pour cent (1%) du montant de l'emprunt.

Les Commissaires d'écoles du village de Sainte-Anne-de-Chicoutimi ne s'engagent à accepter ni la plus haute, ni la plus basse ni aucune des soumissions.

Donné à Sainte-Anne de Chicoutimi, ce cinquième jour du mois de novembre 1921.

Le secrétaire-trésorier,

4229

PHYDIME GAUTHIER.

La cité de Saint-Lambert recevra jusqu'à 8 heures mardi soir, le 27 décembre 1921, des soumissions pour l'achat de \$70,000 piastres de débentures à quarante ans, émises conformément au règlement No 132, et à l'ordonnance numéro 298 en date du 12 mai 1920, de la Commission des services publics.

Les débentures sont par dénomination de \$1,000 coupons d'intérêt annexés, au taux de 6 pour cent, payables le 1er mai et le 1er novembre à la Banque d'Hochelaga, Saint-Lambert

Tenders

PROVINCE OF QUEBEC.

The School Commissioners of the municipality of the village of Sainte-Anne-de-Chicoutimi, P.Q.

Public notice is hereby given that the School Commissioners of the municipality of the village of Sainte-Anne-de-Chicoutimi will receive until up to twenty fourth day of December, 1921, at two o'clock P.M., at the office of the undersigned, written tenders for the purchase of debentures of the said School Commissioners of the village of Sainte-Anne-de-Chicoutimi, amounting to \$60,000 issued under a resolution passed the 5th day of October, 1920.

The said debentures are in denominations of one hundred and five hundred dollars, maturing the 1st of May 1945, according to the table described in the resolution bearing interest at the rate of 6% per annum, payable semi-annually, the 1st of May and 1st of November of each year, at the office of La Banque Nationale at Sainte-Anne-de-Chicoutimi, Quebec or Montreal.

All tenders must specify whether the price offered does or does not include accrued interest on the bonds at the time of their delivery and must be sealed and endorsed "Tenders for debentures", addressed to the secretary-treasurer of the School Commissioners of the village of Sainte-Anne-de-Chicoutimi.

Further particulars will be given on demand.

Every tender must be accompanied by an accepted cheque equal to one per cent (1%) of the amount of the loan.

The School Commissioners of the village of Sainte-Anne-de-Chicoutimi do not bind themselves to accept the highest, lowest or any tenders.

Given at Sainte-Anne-de-Chicoutimi, this fifth day of the month of November, 1921.

PHYDIME GAUTHIER,

423C

Secretary-treasurer.

The city of Saint-Lambert will receive up to 8 o'clock Tuesday evening, 27th December, 1921, tenders for the purchase of \$70,000 forty year debentures, issued according to by-law No. 132, and order number 298 dated 12th May, 1920, of the Quebec Public Service Commission.

The debentures are of \$1,000 denomination, with interest coupons attached, at the rate of 6 per cent, payable 1st May and 1st November at the Bank of Hochelaga, Saint-Lambert or

ou Montréal, ou à la Banque Canadienne de Commerce, cité de Toronto,

Le conseil de ville ne s'engage pas à accepter l'une quelconque des soumissions.

Le secrétaire-trésorier,

4267

JAMES-R. BEATTY.

Montreal, or Canadian Bank of Commerce, city of Toronto.

The city council does not bind itself to accept any tender.

JAMES-R. BEATTY,

Secretary-Treasurer.

4268

Ventes—Loi de faillite

Dans l'affaire de la cession autorisée de Joseph Antoine, marchand, de Saint-Moïse, comté de Matane, cédant autorisé.

Avis est par le présent donné que le MERCREDI, le ONZIEME jour de JANVIER 1921, à ONZE heures de l'avant-midi, sera vendu, par encan public, à mon bureau, à Québec, numéro 147 Côte de la Montagne, en la cité de Québec, l'immeuble suivant, savoir:

Un terrain situé en le dit village de Saint-Moïse, connu et désigné sous le numéro un-B (1-B) du cadastre officiel du douzième rang du canton Cabot, contenant environ trente-six pieds de front sur trente-six pieds de profondeur; borné au sud par le chemin de front, à l'est par la route, au nord par le terrain de Johnny Otis et à l'ouest par celui de Montezuma Bernier, tel que le tout est actuellement—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Les titres regardant cet immeuble peut être examiné au bureau du soussigné.

Cette vente est faite en conformité à la Loi de faillite, partant ayant le même effet que celle faite par le shérif.

Cet immeuble est visible en s'adressant au soussigné.

Condition de vente: Comptant.

Le syndic autorisé,

J.-H. BEAULIEU.

Bureaux: 147 Côte de la Montagne.

Edifice bloc Bossé, Québec. 4281—49-2

Dans l'affaire de Pierre Benoit, électricien, rue Gill, Granby, Qué., cédant-autorisé.

Avis est par le présent donné que SAMEDI, le DIXIEME jour du mois de DECEMBRE de l'année mil neuf cent vingt-un, à DIX heures de l'avant-midi, au bureau du notaire, Jos.-H. Marcoux, 138 rue Principale, Granby, Qué., sera vendu par encan public l'immeuble de cette faillite décrit comme suit:

Un terrain sis et situé en la cité de Granby, sur le côté ouest de la rue Gill, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le ci-devant village de Granby, comme étant une partie du lot numéro quatre cent quarante-neuf (ptie 449); ledit terrain mesurant cinquante pieds de largeur à partir d'une distance de cent cinquante pieds au sud de la ligne nord dudit lot numéro quatre cent quarante-neuf en allant vers le sud, par la profondeur qu'il y a à partir du côté ouest de ladite rue Gill à la ligne ouest du lot No 449—avec constructions dessus érigées.

La vente sera faite au plus haut enchérisseur. Les titres pourront être examinés au bureau du notaire, Jos.-H. Marcoux, 138 rue Principale, Granby. Cette vente est faite conformément à l'article 20, paragraphe 3b de la Loi de faillite.

Sales—Bankruptcy Act

In the matter of the authorized assignment of Joseph Antoine, merchant, of Saint-Moïse, county of Matane, authorized assignor.

Notice is hereby given that on WEDNESDAY, the ELEVENTH day of JANUARY, 1921, at ELEVEN o'clock in the forenoon, there will be sold, at public auction, at my office, at Quebec, number 147 Mountain Hill street, in the city of Quebec, the following immovable, to wit:

A lot of land situate in the said village of Saint-Moïse, known and designated under the number one-B (1-B) of the official cadastre of the twelfth range of the township of Cabot, containing about thirty six feet in front by thirty six feet in depth; bounded on the south by the front road, on the east by the by-road, on the north by the land of Johnny Otis and on the west by that of Montezuma Bernier, as the whole now subsists—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

The titles respecting said immovable can be seen at the office of the undersigned.

This sale is made in conformity with the Bankruptcy Act, and has the same effects as a sheriff's sale.

The immovable can be inspected on applying to the undersigned.

Conditions of sale: Cash.

J.-H. BEAULIEU,

Authorized trustee.

Offices: 147 Mountain Hill street.

Bossé building, Quebec. 4282—49-2

In the matter of Pierre Benoit, electrician, Gill street, Granby, Que., authorized assignor.

Notice is hereby given that on SATURDAY, the TENTH day of the month of DECEMBER of the year one thousand nine hundred and twenty one, at TEN o'clock in the forenoon, at the office of Jos.-H. Marcoux, notary, 138 Main street, Granby, Que., there will be sold at public auction the immovable of this estate described as follows:

A parcel of land lying and situate in the city of Granby, on the west side of Gill street, known and designated on the official plan and book of reference of the cadastre for the former village of Granby, as being a portion of the lot number four hundred and forty nine (pt. 449); the said parcel of land measuring fifty feet in width commencing at a point one hundred and fifty feet distant south of the north line of the said lot number four hundred and forty nine measured towards the south, by the depth from the west side of the said Gill street to the west line of the lot No. 449—with the constructions thereon erected.

The sale to be made to the highest bidder. The titles can be seen at the office of Jos.-H. Marcoux, notary, 138 Main street, Granby. This sale is made pursuant to article 20, paragraph 3b of the Bankruptcy Act.

Pour les conditions et autres informations,
s'adresser au

Syndic autorisé,
L.-P. BERNARD.

ou au

Notaire,
JOS.-H. MARCOUX.

138 rue Principale, Granby, Qué.
4147—48-2

For conditions and further particulars, apply
to

L.-P. BERNARD,
Authorized trustee.

or

JOS.-H. MARCOUX,
Notary.

138 Main street, Granby, Que.
4148—48-2

Dans l'affaire de Arthur Parenteau, boucher et commerçant, du village de Massueville, en la paroisse de Saint-Aimé, district de Richelieu, cédant autorisé.

Avis est par le présent donné que MARDI, le TREIZIEME jour du mois de DECEMBRE prochain (1921) à ONZE heures de l'avant-midi, seront vendus par encan public, sur les lieux, à la résidence du dit cédant, au village de Massueville susdit, les biens immobiliers de cette faillite, décrits comme suit, savoir:

1. Une portion de terre située au village de Massueville, sur la rue Bonsecours, connue et désignée comme étant les lots numéros quatre cent treize et quatre cent quatorze (413 et 414) du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Aimé—avec toutes les bâtisses dessus construites.

2. Une autre portion de terre située au village de Massueville susdit, de cent pieds de profondeur sur deux cents pieds de largeur, plus ou moins; tenant devant au terrain de Jean-Baptiste Carreau, à la profondeur au cordon des terrains de François Raiche, de Ernest Comeau et de Joseph Bibeau, d'un côté, vers l'ouest, au milieu du fossé du terrain de l'œuvre de la fabrique de la paroisse de Saint-Aimé et de l'autre côté au terrain de Barthélemi Caron; laquelle dernière portion de terre est une partie ainsi que sus-désignée au cadastre d'enregistrement pour la paroisse de Saint-Aimé, comme étant le lot numéro trois cent cinquante-trois (partie No 353).

Cette vente est faite conformément à l'article 20, paragraphe B-3 de la loi de faillite, qui lui donne les mêmes effets que la vente du shérif.

Conditions de paiement: Argent comptant.

Le syndic autorisé,
J.-C.-A. TURCOTTE.

Bureau, No 117 rue Roi,
Sorel, comté de Richelieu, P.Q.
26 octobre 1921.

3779—44-2

In the matter of Arthur Parenteau, butcher and trader, of the village of Massueville, in the parish of Saint-Aimé, district of Richelieu, authorized assignor.

Notice is hereby given that on TUESDAY, the THIRTEETH day of the month of DECEMBER next, (1921), at ELEVEN o'clock in the forenoon, there will be sold at public auction, on the premises, at the residence of the said assignor, at the village of Massueville aforesaid, the immovable property of this estate, described as follows, to wit:

1. A parcel of land situate in the village of Massueville, on Bonsecours street, known and designated as being the lots numbers four hundred and thirteen and four hundred fourteen (413 and 414) of the official cadastre of the parish of Saint-Aimé—with all the buildings thereon erected.

2. Another parcel of land situate in the village of Massueville aforesaid, of one hundred feet in depth by two hundred feet in width, more or less; bounded in front by the land of Jean-Baptiste Carreau, in depth by the line (cordon) of the lands of Francois Raiche, Ernest Comeau and Joseph Bibeau, on one side towards the west, by the middle of the ditch of the land of L'Œuvre et Fabrique of the parish of Saint-Aimé and on the other side by the land of Barthelemi Caron; said parcel of land being part of the lot designated on the registration cadastre for the parish of Saint-Aimé, under number three hundred and fifty three (part No. 353).

This sale is made pursuant to article 20, paragraph B-3 of The Bankruptcy Act and has the effects of a sheriff's sale.

Conditions of payment: Cash.

J.-C.-A. TURCOTTE,
Authorized trustee.

Office 117 Roi street.

Sorel, County of Richelieu, P.Q.
October, 26th, 1921.

3780—44-2

Vente pour taxes

Salé for taxes

PROVINCE DE QUÉBEC—COMTÉ DE LAVAL.

PROVINCE OF QUEBEC—COUNTY OF LAVAL.

VILLE DE LA POINTE-AUX-TREMBLES.

TOWN OF POINTE-AUX-TREMBLES.

Avis public est présentement donné par J.-C.-V. Roy, secrétaire-trésorier de la ville de la Pointe-aux-Trembles, que les propriétés ci-dessous désignées seront vendues à l'enchère publique au bureau du conseil, à l'hôtel de ville de la Pointe-aux-Trembles, SAMEDI, le DIX-SEPTIÈME jour de DECEMBRE mil neuf cent vingt-un, à DIX heures de l'avant-midi, en paiement des taxes municipales (ordinaires ou spéciales) et scolaires, avec intérêt, mentionnées dans le dit délai, ainsi que des frais subséquemment encourus pour toute procédure additionnelle, à moins que ces taxes, intérêts et dépens ne soient payés avant la vente.

Public notice is hereby given by J.-C.-V. Roy, secretary-treasurer of the town of Pointe-aux-Trembles, that the properties hereinafter designated will be sold by public auction at the office of the council, city Hall of the town of Pointe-aux-Trembles, on SATURDAY, the SEVENTEENTH day of DECEMBER, nineteen hundred and twenty one, at TEN o'clock in the forenoon, to satisfy to the payment of municipal (ordinary or special and school taxes with interest mentioned in the said statement, and the costs which shall subsequently be incurred for all other proceedings, unless the said taxes, interest and cost, be paid before the sale.

Propriétaire de biens-fonds — Proprietor of real estate	No du cadastre — Cadastral No.	Taxes municipales — Municipal taxes		Taxes scol. — School taxes	Int.	Total
		Ordinaires — Ordinary	Spéciales — Special			
Success.-Estate Henri-G. Bisson.	121-159	\$ 5.74	\$10.28	\$13.50	\$ 1.60	\$31.12
Cadieux, Emery.	184-287	9.60	.79	11.19	2.39	23.97
" "						

1. Un certain terrain formant partie du lot No 5A du 4^{ème} rang du cadastre officiel du canton de Leeds, avec toutes les bâtisses y érigées, circonstances et dépendances; borné au sud-est par la rivière Osgood, au sud-ouest par le pont sur ladite rivière et par le chemin appelé "Cherry-Hill", au nord-ouest par une ligne se dirigeant vers le nord-est dudit chemin "Cherry Hill" à % une distance de 7 pieds d'un fourneau et parallèle à icelui et au nord-est par une ligne située à 150 pieds au nord-est de la ligne sud-ouest du terrain du major Thompson et parallèle à icelle, avec le moulin à farine, le four séchoir et toutes autres bâtisses y érigées, ainsi qu'avec toutes les machineries, outils, agrès et autres effets dépendant dudit immeuble, y inclus la chaussée sur ladite rivière et le droit d'y prendre et faire usage de l'eau de ladite rivière et de la refouler dans lesdites rivière et "mill dam pond";

2. Toute cette partie dudit lot No 5A, qui se trouve entre ladite rivière et au sud-est d'icelle et le chemin appelé "Old Mill road", ainsi qu'entre le chemin "Maple Hill" et le terrain du major Thompson et tel que contenue dans les bornes suivantes, savoir: bornée au nord-ouest par la rivière Osgood, au sud-est par le chemin appelé "Old Mill Road" au sud-ouest par le chemin "Cherry Hill Road" et au nord-est par le terrain susdit du major Thompson—avec un moulin à scie y érigé, mais maintenant endommagé et ce qui reste de ses machineries, avec le droit de prendre et faire usage de l'eau de la chaussée sus mentionnée;

3. Le droit de se rendre à ladite chaussée sur le côté sud-est d'icelle, à pied ou en voiture pour les fins de réparations à ladite chaussée ou autres fins en rapport avec ledit moulin, —avec aussi le moulin à carde y construit et toutes ses machineries, circonstances et dépendances et tous droits dudit Benjamin Rothney dans ladite propriété.

Pour être vendus, en un seul lot, au bureau d'enregistrement du comté de Mégantic, at Inverness, le VINGT-UNIEME jour de DECEMBRE prochain (1921), à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif, Le shérif.

J.-E. GIROUARD.

Arthabaska, 12 novembre 1921

[Première publication, 19 novembre 1921]

3905—46-2

1. A certain piece of land forming part of lot No 5A of the 4th range of the official plan and book of reference of the township of Leeds—with all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies; bounded on the south-east by the Osgood River, on the south-west by the bridge upon said river and by the road called Cherry Hill, on the north-west by a line running north eastward from the said Cherry Hill road at % a distance of seven feet from the back of the kiln and parallel therewith and on the north east by a line 150 feet north eastward from the south-west line of the lot of major Thompson and parallel therewith, with a grist-mill, drying kiln and other buildings thereon, and all the machinery, tools, implements and other immoveables as dependencies of said immoveable, including the mill dam on the said river and the right of flowing back the water in said river in the said mill dam pond;

2. All that part of said lot No 5A, which lies between the river aforesaid and on the south-east side thereof, and the road called the "Old Mill road" and between the "Maple Hill road" and the left of major Thompson, and as contained in the following boundaries, to wit: bounded on the north-west by the Osgood River, on the south-east by the said Old Mill road, on the south-west by the said "Cherry Hill road" and on the north east by the said lot of major Thompson, with the saw mill thereon, now damaged, and what remains of the machinery thereof, and the right of taking water from the said mill dam;

3. The right of access to the said mill dam on the south-east side thereof, on foot or with teams for the purposes of repairing the said dam or other purposes in connection with the said mill—with and including the carding mill thereon erected and all machinery thereof, circumstances and dependencies and all rights in connection with said property.

To be sold, in one lot (en bloc), at the registry office for the county of Mégantic, at Inverness, on the TWENTY-FIRST day of DECEMBER next (1921), at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office.

J.-E. GIROUARD,

Sheriff.

Arthabaska, 12th of November, 1921.

[First publication, 19th November, 1921]

3906—46-2

GASPÉ

GASPÉ

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Gaspé.

Percé, à savoir: } SYDNEY LEMARQUAND
No 1181. } ET LYNDON LEMARQUAND, marchands, de Pabos Mills, dans les comté et district de Gaspé, faisant affaires ensemble comme marchands à Pabos Mills, sous le nom de LeMarquand Bros, demandeurs; vs SOLOMON CYR, de L'Anse-aux-Canards, comté et district de Gaspé, défendeur.

Un lot de terre situé à l'endroit appelé L'Anse-aux-Canards, dans le comté de Gaspé, étant le lot connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels comme étant le lot numéro 2B, rang nord de L'Anse-aux-Canards, dans la seigneurie et la

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Gaspé.

Percé, to wit: } SYDNEY LEMARQUAND
No. 1181. } AND LYNDON LEMARQUAND, merchants, of Pabos Mills, in the county and district of Gaspé, doing business together as merchants at Pabos Mills, under the name of LeMarquand Bros, plaintiffs; vs SOLOMON CYR, of L'Anse-aux-Canards, county and district of Gaspé, defendant.

A lot of land situate at a place called L'Anse-aux-Canards, in the county of Gaspé, being the lot known and designated on the official plan and book of reference as lot number 2-B, range north of L'Anse-aux-Canards, in the seigniorie and

municipalité de Pabos—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Adélaïde-de-Pabos, JEUDI, le VINGT-DEUXIÈME jour de DECEMBRE 1921, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du shérif,

Le shérif,

JAS-T. TUZO.

Percé, le 14 novembre 1921. 3921—46-2

[Première publication, 19 novembre 1921]

municipality of Pabos—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Sainte-Adélaïde-de-Pabos, on THURSDAY, the TWENTY SECOND day of DECEMBER 1921, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's office,

JAS-T. TUZO,

Sheriff.

Percé, 14th November, 1921. 3922—46-2

[First publication, 19th November, 1921]

HULL

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Québec.

Hull, à savoir : } P.-T. LEGARE, LIMITEE,
No 1732. } P. demandeur; contre A.-J. LANDRIAULT, défendeur, à savoir :

Un emplacement connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Angélique, district de Hull, comme étant une partie du lot No 440, étant le coin sud-est dudit lot et de forme triangulaire ; borné comme suit : en front du côté est par le chemin Papineau, où il mesure 67 pieds, au sud par les lots Nos 389-9 et 389-10, où il mesure 260 pieds, au nord par le C. P. R., où il mesure 270 pieds, le tout mesure anglaise—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Angélique, à Papineauville, le VINGTIÈME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif.

Le shérif,

C.-M. WRIGHT.

Hull, 15 novembre 1921.

[Première publication, 19 novembre 1921]

3957—46-2

HULL

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Quebec.

Hull, to wit : } P.-T. LEGARE, LIMITEE,
No. 1732. } P. plaintiff; against A.-J. LANDRIAULT, defendant, to wit :

An emplacement known and designated on the official plan and book of reference of the parish of Sainte-Angélique, district of Hull, as being a part of the lot No. 440, being the southeast corner of the said lot and of triangular shape; bounded as follows: in front on the east side by Papineau road, where it measures 67 feet, on the south by the lots Nos. 389-9 and 389-10, where it measures 260 feet, on the north by the C. P. R., where it measures 270 feet, the whole English measure—which the buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Sainte-Angélique, at Papineauville, the TWENTIETH day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office.

C.-M. WRIGHT,

Sheriff.

Hull, 15th November, 1921.

[First publication, 19th November, 1921]

3958—46-2

MONTREAL

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } DAME HELENE DE-
No 5329. } LADURANTAYE,

de la cité et du district de Montréal, veuve de Pierre Demers, en son vivant du même lieu; ladite Dame Hélène Deladurantaye agissant aux présentes, tant en son nom personnel comme épouse commune en biens dudit feu Pierre Demers qu'en sa qualité de légataire en usufruit et exécutrice testamentaire dudit Pierre Demers, demanderesse ; contre MAX COHEN, défendeur.

Ce certain emplacement ayant front sur la rue Drummond, en la cité de Montréal, mesurant vingt-cinq pieds de largeur en front, vingt-quatre pieds dix pouces en largeur, en arrière, par cent seize pieds et six pouces en profondeur et composé comme suit :

1. Ce lot de terre connu comme étant la subdivision quatorze du lot officiel No quinze cent quatre (1504-14) sur les plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine, dans la cité de Montréal, mesurant vingt-trois pieds sept pouces de largeur en front, vingt-trois pieds cinq pouces de largeur en arrière par cent seize pieds six pouces en profondeur, et ayant une superficie de deux mille sept cent trente-sept pieds ;

MONTREAL

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } DAME HELENE DE-
No. 5329. } LADURANTAYE,

of the city and district of Montreal, widow of Pierre Demers, in his lifetime of the same place; the said Dame Hélène Deladurantaye acting for the purposes hereof, both in her personal name as wife common as to property of the said late Pierre Demers and in her quality as legatee in usufruct and testamentary executrix of the said Pierre Demers, plaintiff; against MAX COHEN, defendant.

A certain emplacement fronting on Drummond street, in the city of Montreal, measuring twenty five feet in width in front, twenty four feet ten inches in width, in the rear, by one hundred and sixteen feet and six inches in depth and composed as follows :

1. Of the lot of land known as being subdivision fourteen of the official lot number fifteen hundred and four (1504-14) on the official plan and book of reference of Saint-Antoine ward, in the city of Montreal, measuring twenty three feet and seven inches in width in front, twenty three feet and five inches in width in the rear by one hundred and sixteen feet and six inches in depth, and having an area of two thousand seven hundred and thirty seven feet;

2. Une lisière de terre formant la partie nord-ouest de la subdivision treize dudit lot officiel quinze cent quatre (1504-13 partie N.O.), sur ledit plan et le livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine, mesurant un pied et cinq pouces de largeur en front, et en arrière sur toute la profondeur dudit lot, à savoir, cent seize pieds et six pouces; bornée en front par la rue Drummond, en arrière par une ruelle ayant une largeur de dix-huit pieds, au nord-ouest par la subdivision quatorze plus haut décrite, et au sud-est par le résidu de ladite subdivision treize, avec le droit de passage en commun avec d'autres dans ladite ruelle en arrière, qui est connue comme subdivisions cinq et douze dudit lot officiel, et ayant été créée passage commun pour tout le lot quinze cent quatre, en vertu d'un acte de partage entre Thomas-F. Miller et Madame Globensky, passé devant E.-G. Simard, notaire, le 5 mars 1884, et dans le passage voisin du patinoire Victoria (Victoria Rink), lequel passage a été créé par acte de convention entre Rose Connolly et al., et John Glass, par acte passé devant J. Belle, le 28 mai 1858; les mesures plus haut données sont anglaises, et sont plus ou moins, avec en plus une maison en brique solide ayant une façade en pierre, et connue comme étant le numéro civique soixante-trois (63) de la rue Drummond, ainsi que toutes les dépendances érigées sur ledit terrain, les murs extérieurs étant mitoyens avec les propriétés adjacentes, tel que ladite propriété existe actuellement, avec tous ses droits, dépendances et servitudes.

Avis est par le présent donné que la vente de l'immeuble ci-dessus, qui a eu lieu à mon bureau, en la cité de Montréal, le seize septembre dernier, aura lieu de nouveau au même endroit, le TREIZIEME jour de JANVIER prochain, à DIX heures du matin.

A la folle enchère de G.-W. Parent, suivant jugement de l'hon. juge Martineau daté le 5 décembre 1921.

Un dépôt d'une somme de \$1,000. sera requis de chaque enchérisseur lors de son enchère, suivant jugement de l'hon. juge Coderre, daté le vingt-cinquième jour de novembre 1921.

Bureau du shérif. Le shérif,
Montréal, 6 décembre 1921. L.-J. LEMIEUX.
[Première publication, 10 décembre 1921]
4269

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Richelieu.

Montréal, à savoir : } **BLANCHE SALOIS &**
No 6310. } **JOSEPHINE SALOIS**, filles majeures et usant de leurs droits, toutes deux de la cité de Montréal, demanderes; contre O-ELISE COURCHESNE, de la paroisse de Saint-François-du-Lac, dans le district de Richelieu, défendeur.

La moitié indivise des lots 1212, 1213 et 1223, ayant front sur le 4ième Avenue, à Viauville, Montréal, connus et désignés ainsi aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga et situés dans le comté d'Hochelaga et Jacques-Cartier.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le DOUZIEME jour du mois de JANVIER prochain, à MIDI.

Bureau du shérif. Le shérif,
L.-J. LEMIEUX.
Montréal, 12 décembre 1921.
[Première publication, 10 décembre 1921]
4271—49-2

2. Of a strip of land forming the north west part of the subdivision thirteen of the said official lot fifteen hundred and four (1504-13 n. w. pt.), on the said official plan and book of reference of Saint-Antoine ward; measuring one foot and five inches in width in front, and in the rear for the whole depth of the said lot, namely: one hundred and sixteen feet and six inches: bounded in front by Drummond street, in the rear by a lane having a width of eighteen feet, on the northwest by the subdivision fourteen above described, and on the southeast by the residue of the said subdivision thirteen, with the right of way in common with others in the said lane in the rear, which is known as subdivisions five and twelve of the said official lot, and having been created a common passage for the whole of the lot fifteen hundred and four in virtue of a deed of partition between Thomas-F. Miller and Madame Globensky, passed before E.-G. Simard, notary, on the 5th March, 1884, and in the next passage of the Victoria rink, which passage has been created by a deed of agreement between Rose Connolly et al., and John Glass, by deed passed before J. Belle, on the 28th May, 1858; the above are English measurements, and are more or less, with moreover a solid brick house with a stone frontage, and known as being the civic number sixty three (63) of Drummond street, as well as all the dependencies erected on the said lot of land, the exterior walls being mitoyens with the adjacent properties, as the said property presently exists, with all its rights, dependencies and servitudes.

Notice is hereby given that the sale of the above immoveable which took place at my office, in the city of Montreal, on the sixteenth day of September last, will again take place at the same place, on the THIRTEENTH day of JANUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

For the false bidding of G.-W. Parent, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Martineau dated the 5th December, 1921.

A deposit of \$1,000. will be exacted from each and every bidder with first bid, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Coderre, dated the twenty-fifth day of November, 1921.

Sheriff's office. L.-J. LEMIEUX,
Montreal, 6th December, 1921. Sheriff.
[First publication, 10th December, 1921]
4270

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Richelieu

Montreal, to wit : } **BLANCHE SALOIS**
No. 6310. } **& JOSEPHINE SALOIS**, spinsters in the full exercise of her rights, both of the city of Montreal, plaintiffs; against O-ELISE COURCHESNE, of the parish of Saint-François-du-Lac, in the district of Richelieu, defendant.

The undivided half of the lots 1212, 1213 and 1223, fronting on 4th Avenue, at Viauville, Montreal, known and designated as such on the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga and situated in the county of Hochelaga and Jacques-Cartier.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWELFTH day of the month of JANUARY next, at TWELVE o'clock NOON.

Sheriff's office. L.-J. LEMIEUX,
Montreal, 12th December, 1921.
[First publication, 10th December, 1921]
4272—49-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } AVILA FARAND,
No 3947. } demandeur; contre
DAME OLIVINE ROBITAILLE, défenderesse,
ès-nom et ès-qualité.

1. Une terre située au nord de la concession Lotbinière, de la paroisse de Saint-Lazare, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Lazare susdite, comté de Vaudreuil, sous le numéro deux cent vingt-six—avec une maison et autres bâtisses dessus construites;

2. Une autre terre connue et désignée aux mêmes plan et livre de renvoi officiels sous le numéro deux cent vingt-neuf, avec une vieille maison et une vieille grange dessus construites; cette terre est aussi située sur ladite concession Lotbinière.

Pour être vendues à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Lazare, le SEIZIÈME jour de JANVIER prochain, à ONZE heures du matin.
Bureau du shérif. Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Montréal, 6 décembre 1921.

[Première publication, 10 décembre 1921]

4273—49-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } AVILA FARAND,
No. 3947. } plaintiff; against
DAME OLIVINE ROBITAILLE, defendant,
ès-nom and ès-qualité.

1. A farm situate north of the Lotbinière concession of the parish of Saint-Lazare, known and designated on the official plan and book of reference of the parish of Saint-Lazare aforesaid, county of Vaudreuil, under the number two hundred and twenty six—with a house and other buildings thereon erected;

2. Another farm known and designated on the same official plan and book of reference under the number two hundred and twenty nine—with an old house and on old barn thereon erected; this farm being also situated in the said Lotbinière concession.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Lazare, the SIXTEENTH day of JANUARY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.
Sheriff's office. L.-J. LEMIEUX.

Sheriff.

Montreal, 6th December, 1921.

[First publication, 10th December, 1921]

4274—49-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } ALPHONSE-E. DE-
No 922. } CARY, demandeur;
vs ONESIPHORE SAMSON, ès-qualité, défendeur; et M^{RES} DECARY & C^{IE}, avocats, distrayants.

Un lopin de terre touchant la partie nord-est du lot No 4 du cadastre de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles, de la contenance d'un arpent de largeur par cinq (1-5) arpents de profondeur; tenant d'un côté à partir de ladite terre No 4 du cadastre de la Pointe-aux-Trembles, en profondeur au trait-carré des terres de la rivière des Prairies, de l'autre côté par Ferdinand Chartrand, et formant l'extrémité nord-ouest du lot de terre connu et désigné sous le No 5 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DOUZIÈME jour de JANVIER prochain, à ONZE heures du matin.
Bureau du shérif. Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Montréal, 6 décembre 1921.

[Première publication, 10 décembre 1921]

4275—49-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } ALPHONSE-E. DE-
No. 922. } CARY, plaintiff; vs
ONESIPHORE SAMSON, ès-qualité, defendant; and M^{RES} DECARY & C^{IE}, advocates, distracting for costs.

A parcel of land adjoining the northeast part of the lot No. 4 of the cadastre of the parish of Pointe-aux-Trembles, containing one arpent in width by five (1-5) arpents in depth; bounded on one side by part of the said lot No. 4 of the cadastre of Pointe-aux-Trembles, in depth by the division line of the lands of Rivière des Prairies, on the other side by Ferdinand Chartrand, and forming the northwest extremity of the lot of land known and designated under the No. 5 on the official plan and book of reference of the parish of Pointe-aux-Trembles.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWELFTH day of JANUARY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.
Sheriff's office. L.-J. LEMIEUX.

Sheriff.

Montreal, 6th December, 1921.

[First publication, 10th December, 1921]

4276—49-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } THE SUN TRUST
No 765. } COMPANY LIMITED, corporation douée de la personnalité civile, ayant sa principale place d'affaires dans les cité et district de Montréal, demanderesse; vs GEO.-HENRI LABBE, défendeur.

Un certain lot de terre situé dans la cité de Montréal, maintenant connu et désigné sous le No 31 des plan et livre de renvoi officiels du quartier Centre; lesdits immeubles étant décrits plus au long comme suit: un certain lot de terre ou emplacement situé et étant dans la cité de Montréal, de dimensions irrégulières; borné en front par la rue des Commissaires, d'un côté au sud-ouest, partie par les représentants de feu Austin Cuvillier, et partie par la rue Saint-Sulpice, de l'autre côté au nord-est par les représentants de Charles Lamontagne et en arrière, partie par les représentants des héritiers Gauvin, et partie par

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } THE SUN TRUST
No. 765. } COMPANY, LIMITED, a civilly incorporated body, having its principal place of business in the city and district of Montreal, plaintiff; vs GEO.-HENRI LABBE, defendant.

A certain lot of land situate in the city of Montreal, now known and designated under the No. 31 on the official plan and book of reference of Centre ward; the said immovables being described more at length as follows: a certain lot of land or emplacement situate and being in the city of Montreal, or irregular dimensions; bounded in front by Commissioners street, on one side to the southwest, partly by the representatives of the late Austin Cuvillier, and partly by Saint-Sulpice street, on the other side to the northeast by the representatives of Charles Lamontagne and in the rear, partly by the representatives of

les héritiers Rousseau ou leurs représentants, contenant 60 pieds en front dans la rue des Commissaires et environ 98 pieds du côté nord-est adjoignant les représentants de Charles Lamontagne et 102 pieds du côté sud-ouest adjoignant les représentants dudit feu Austin Cuvillier et la rue Saint-Sulpice par 91 pieds dans la ligne arrière de la rue Saint-Sulpice à la susdite ligne nord-est, le tout mesure française, plus ou moins, mais sans garantie de mesures précises—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DOUZIEME jour de JANVIER prochain, à DEUX heures de l'après-midi.
Bureau du shérif. Le shérif.

Montréal, 6 décembre 1921. L.-J. LEMIEUX.
[Première publication, 10 décembre, 1921]
4277—49-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir :) WILLIAM MOR-
No 3520.) GAN, demandeur ;
vs AMEDEE CASTONGUAY ET AL, défendeurs.

Les lots maintenant connus comme les numéros de subdivision huit et neuf, les deux de la subdivision officielle du lot numéro trois mille trois cent quatre-vingt-dix-neuf (3399-8 et 3399-9) des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, mesurant ledit lot No 3399-8 vingt-cinq pieds de largeur et ledit lot numéro 3399-9 trente-deux pieds de largeur par quatre-vingt-dix de profondeur, le tout d'après la mesure anglaise et plus ou moins et ayant front sur la rue Butler, dans ladite cité de Montréal.

Pour être vendus à mon bureau, dans la cité de Montréal, le DOUZIEME jour de JANVIER prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif. Le shérif,
Montréal, 6 décembre 1921. L.-J. LEMIEUX.
[Première publication, 10 décembre 1921]
4279—49-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de circuit.—District de Montréal.

Montréal, à savoir :) JOSEPH - EMILE CO-
No 11295.) TÉ, demandeur ; vs
JOSEPH-RAOUL DUBOIS, défendeur.

La moitié indivise d'un certain immeuble situé en la cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro quatre-vingt-quatorze "A" (94-A) de la subdivision officielle du lot numéro douze (12) (12-94-A) aux plan et livre de renvoi officiels du village de Saint-Jean-Baptiste, en la cité de Montréal—avec les bâtisses dessus érigées, ayant front sur la rue Saint-Hubert, dans la cité de Montréal, et portant les numéros civiques 1380, 1382 et 1384 de ladite rue.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-DEUXIEME jour de DECEMBRE prochain, à ONZE heures du matin.

Bureau du shérif. Le shérif,
Montréal, 16 novembre 1921. L.-J. LEMIEUX.
[Première publication, 19 novembre 1921]
3963—46-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir :) EDMOND BROS-
No 5128.) SARD, demandeur ;
vs J-OMER LABELLE, défendeur ; et "THE CANADIAN PACIFIC RAILWAY COMPANY", corporation légalement constituée, ayant son siège social à Montréal ; FELIX LABELLE, DAME ELIZABETH TRUDEAU, épouse sè-

the heirs Gauvin and partly by the heirs Rousseau or their representatives, containing 60 feet in front on Commissioners street and about 98 feet on the northeast side adjoining the representatives of Charles Lamontagne and 102 feet on the southwest side adjoining the representatives of the said late Austin Cuvillier and Saint-Sulpice street by 91 feet in the rear line of Saint-Sulpice street to the aforesaid northeast line, all French measurement, more or less, but without warranty of exact measurement—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWELFTH day of JANUARY next, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's office. L.-J. LEMIEUX,
Montréal, 6th December, 1921. Sheriff.
[First publication, 10th December, 1921]
4278—49-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit :) WILLIAM MOR-
No. 3520.) GAN, plaintiff ;
vs AMEDEE CASTONGUAY ET AL, defendants.

Those certain lots now known as subdivision numbers eight and nine, both of the official subdivision of lot number three thousand three hundred and ninety nine (3399-8 and 3399-9) on the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, containing said lot No 3399-8 twenty-five feet in width and said lot number 3399-9 thirty-two feet in width by ninety feet in depth, all English measure and more or less and fronting on Butler street in the said city of Montreal.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWELFTH day of JANUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office. L.-J. LEMIEUX,
Montreal, 6th December, 1921. Sheriff.
[First publication, 10th December, 1921]
4280—49-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit :) JOSEPH - EMILE CO-
No. 11295.) TÉ, plaintiff ; vs JO-
SEPH-RAOUL DUBOIS, defendant.

The undivided half of a certain immovable situate in the city of Montreal, known and designated under the number ninety four A (94-A) of the official subdivision of the lot number twelve (12) (12-94-A), on the official plan and book of reference of the village of Saint-Jean-Baptiste, in the city of Montreal—with the buildings thereon erected fronting on Saint-Hubert street, in the city of Montreal, and bearing the civic numbers 1380, 1382 and 1384 of the said street.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY SECOND day of DECEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L.-J. LEMIEUX,
Montreal, November 16th, 1921. Sheriff.
(First publication, 19th November, 1921)
3964—46-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit :) EDMOND BROS-
No. 5128.) SARD, plaintiff ; vs
J-OMER LABELLE, defendant ; and "THE CANADIAN PACIFIC RAILWAY COMPANY", a body politic and corporate, duly incorporated having its head office at Montreal ; FELIX LABELLE, DAME ELIZABETH TRU-

parée de biens de J.-O. Labelle, et ce dernier pour DEAU, wife separate as to property of J. O. Labelle, and the latter to authorize his wife for the purposes hereof, garnishees, and the said DAME E. TRUDEAU ET AL ET VIR, intervenant et mtrés. BEAUBIEN & LAMARCHE, distrayants.

Comme appartenant à Edmond Brossard, le demandeur :

Un lot de terre contenant vingt-cinq pieds de front par cent pieds de profondeur, étant la juste moitié sud-ouest du lot No dix-sept-C de la subdivision officielle du lot numéro dix-sept du lot numéro deux cent huit (208-17-c) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal; borné en front par l'avenue Chesterfield, au nord-est par le résidu dudit lot, au sud-ouest par le lot 17-D de la même subdivision, et en profondeur par le No 208, subdivision 17-A—avec bâtisses et les droits attachés audit immeuble.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-DEUXIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures du matin.
Bureau du shérif. Le shérif,

Montréal, 16 novembre 1921. L.-J. LEMIEUX
[Première publication, 19 novembre 1921]
3967—46-2

As belonging to Edmond Brassard, the plaintiff.

A lot of land containing twenty five feet in front by one hundred feet in depth, being the exact south-west half of the lot number seventeen C of the official subdivision of the lot number seventeen of the number two hundred and eight (208-17-C), of the official plan and book of reference of the parish of Montreal; bounded in front by Chesterfield Avenue, on the northeast by the residue of the said lot, on the southwest by the lot 17-D of the same subdivision, and in depth by the No. 208 subdivision 17-A—with the buildings thereon and the rights attached to the said immovable.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY SECOND day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.
Sheriff's office. L.-J. LEMIEUX,

Montreal, 16th November, 1921. Sheriff.
[First publication, 19th November, 1921]
3968—46-2

RICHELIEU

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour de circuit.—Richelieu.

Sorel, à savoir : } MOISE MARTIN, demandeur; contre JOSEPH THEROUX, fils de Louis, défendeur.

1. Une terre située en la paroisse de Saint-David, sur le rang Saint-Georges ou quatrième rang, connue et désignée sous les lots numéros cent vingt-deux, cent vingt-trois et cent vingt-quatre (122, 123 et 124) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-David susdite—avec les dépendances.

2. Une autre terre située en la même paroisse, sur le même rang, connue et désignée sous les lots numéros cent vingt-cinq, cent vingt-six, cent vingt-sept et cent vingt-huit (125, 126, 127 et 128) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-David susdite—avec les dépendances.

Pour être vendues à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-David susdite, MARDI, le DIXIEME jour du mois de JANVIER prochain (1922), à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du shérif,

Sorel, 7 décembre 1921.

Le shérif du district de Richelieu,

4289—49-2 JOS.-G. LARIVIERE.
[Première publication, 10 décembre 1921]

RICHELIEU

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Circuit Court.—Richelieu.

Sorel, to wit : } MOISE MARTIN, plaintiff; No. 4608. } against JOSEPH THEROUX, son of Louis, defendant.

1. A farm situate in the parish of Saint-David, in the Saint-George or fourth range, known and designated under the numbers one hundred and twenty two, one hundred and twenty three and one hundred and twenty four (122, 123 and 124) on the official plan and book of reference of the parish of Saint-David aforesaid—with the dependencies ;

2. Another farm situate in the same parish, in the same range, known and designated under the lots numbers one hundred and twenty five, one hundred and twenty six, one hundred and twenty seven and one hundred and twenty eight (125, 126, 127 and 128) on the official plan and book of reference of the parish of Saint-David aforesaid—with the dependencies.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint-David aforesaid, on TUESDAY, the TENTH day of the month of JANUARY next, (1922), at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's office,

Sorel, 7th December, 1921.

JOS.-G. LARIVIERE,
4290—49-2 Sheriff of the district of Richelieu.
[First publication, 10th December, 1921]

ROBERVAL

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de circuit.

Province de Québec, } MARIE FOURNIER, veuve de feu Joseph Brassard, en son District de Roberval, } No 413.

ROBERVAL

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.

Province of Québec, } MARIE FOURNIER, widow of the late District of Roberval, } Joseph Brassard, in No. 413.

vivant de Roberval, et y faisant affaires comme marchande sous la raison de Joseph Brassard, Enr., demanderesse; vs NAPOLEON VERVILLE, de Saint-Méthode, et ayant son domicile élu aux fins des présentes, au bureau de la Banque Nationale, de Roberval, défendeur.

1. Le lot de terre maintenant connu et désigné sous le numéro trente (No 30), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le cinquième rang du canton Dufferin—avec ensemble les bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances;

2. Le lot de terre maintenant connu et désigné sous le numéro trente (No 30), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le sixième rang du canton Dufferin—avec ensemble les bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendus séparément à la porte de l'église de la paroisse de Notre-Dame-de-la-Visitation (La Dorée), comté de Lac Saint-Jean, MERCREDI, le VINGT-UNIÈME jour de DECEMBRE prochain (1921), à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif. Le shérif,

GEO. LEVESQUE,

Roberval, le 15 novembre 1921.

[Première publication, 19 novembre 1921]

3961—46-2

his lifetime of Roberval, and there carrying on business as merchant under the name of Joseph Brassard, Reg., plaintiff; vs NAPOLEON VERVILLE, of Saint-Methode, and having his elected domicile for the purposes hereof, at the office of La Banque Nationale, of Roberval, defendant, to wit:

1. The lot of land presently known and designated under the number thirty (No. 30), on the official cadastral plan and book of reference for the fifth range of the township of Dufferin—together with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies;

2. The lot of land presently known and designated under the number thirty (No. 30), on the official cadastral plan and book of reference for the sixth range of the township of Dufferin—together with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold separately at the church door of the parish of Notre-Dame-de-la-Visitation (La Dorée), county of Lake Saint-John, on WEDNESDAY, the TWENTY FIRST day of DECEMBER next (1921), at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office.

GEO. LEVESQUE,

Roberval, November 15th, 1921. Sheriff,

[First publication, 19th November, 1921]

3962—46-2

TROIS-RIVIÈRES

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir: } THEOBALD JU-
No 295. } NEAU, deman-
deur: vs LOUIS FERRON, défendeur.

Comme appartenant audit défendeur, savoir:

Un emplacement situé en la paroisse de Saint-Marc-de-Shawinigan, en la cité de Shawinigan-Falls, sur la rue Dolard, mesurant cinquante pieds et six pouces de largeur sur cent pieds et six pouces de profondeur, plus ou moins; connu et désigné sous le numéro cent huit au plan de subdivision du lot cadastral numéro six cent vingt-quatre (624-108) des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Sainte-Flore—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Marc-de-Shawinigan, en la cité de Shawinigan-Falls, le VINGT-UNIÈME jour de décembre prochain 1921, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du shérif.

Le shérif,

PHI.-L. LASSONDE.

Trois-Rivières, 15 novembre 1921.

[Première publication, 19 novembre 1921]

3937—46-2

THREE RIVERS

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit: } THEOBALD JU-
No. 295. } NEAU, plain-
tiff; vs LOUIS FERRON, defendant.

As belonging to the said defendant, to wit:

An emplacement situate in the parish of Saint-Marc-de-Shawinigan, in the city of Shawinigan-Falls, on Dolard street, measuring fifty feet and six inches in width by one hundred feet and six inches in depth, more or less; known and designated under the number one hundred and eight on the subdivision plan of cadastral lot number six hundred and twenty four (624-108) of the official cadastral plan and book of reference of the parish of Sainte-Flore—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Marc-de-Shawinigan, in the city of Shawinigan-Falls, on the TWENTY FIRST day of DECEMBER next, 1921, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's office.

PHI.-L. LASSONDE,

Sheriff.

Three Rivers, 15th November, 1921.

[First publication, 19th November, 1921]

3938—46-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir: } JOSEPH BLAIS ET
No 390. } AL, demandeurs;
vs LORENZO SAVARD, défendeur.

Comme appartenant audit défendeur, savoir:

Un emplacement situé sur la rue Notre-Dame, côté sud-est, en la ville du Cap-de-la-Madeleine, connu et désigné au cadastre d'enregistrement du comté de Champlain, pour la paroisse de Sainte-Marie-du-Cap-de-la-Madeleine, comme

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit: } JOSEPH BLAIS ET
No. 390. } AL, plaintiffs; vs
LORENZO SAVARD, defendant.

As belonging to the said defendant, to wit:

An emplacement situate on the south-east side of Notre-Dame street, in the town of Cap-de-la-Madeleine, known and designated on the registration cadastre of the county of Champlain, for the parish of Sainte-Marie-du-Cap-de-la-

étant une partie du lot numéro cent quatre-vingt-trois A (ptie No 183a), ayant quarante-cinq pieds de largeur par quatre-vingt-six pieds et six pouces de profondeur; borné au nord-ouest à la rue Notre-Dame, au sud-ouest à M. Goldenberg, au sud-est à la "Wayagamack Pulp and Paper Company, au nord-est à Arthur Paquette—avec bâtisse.

Pour être vendu en la paroisse de Sainte-Marie-Madeleine, du Cap-de-la-Madeleine, en la ville du Cap-de-la-Madeleine, le VINGT-DEUXIÈME jour de DECEMBRE prochain 1921, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif.

Le shérif,

PHI.-L. LASSONDE.

Trois-Rivières, 15 novembre 1921.

[Première publication, 19 novembre 1921]

3939—46.2

Madeleine, as being a part of the lot number one hundred and eighty three A (pt. No. 183a), measuring forty five feet in width by eighty six feet and six inches in depth; bounded on the northwest by Notre-Dame street, on the south-west by Mr. Goldenberg, on the southeast by the "Wayagamack Pulp and Paper Company", on the northeast by Arthur Paquette—with the building thereon.

To be sold in the parish of Sainte-Marie-Madeleine, du-Cap-de-la-Madeleine, in the town of Cap-de-la-Madeleine, the TWENTY SECOND day of DECEMBER next, 1921, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office.

PHI.-L. LASSONDE,

Sheriff.

Three Rivers, 15th November, 1921.

[First publication, 19th November, 1921]

3940

Lettres patentes

" Molson's Brewery, Limited ".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-neuvième jour de novembre 1921, constituant en corporation: Herbert Molson, Frederick-William Molson and Herbert-William Molson, brasseurs, tous de la cité et du district de Montréal, aux fins suivantes:

Faire affaires comme brasseurs, "malteurs", embouteilleurs, manufacturiers et marchands de matériaux et appareils servant en rapport avec, ou se rattachant à, ladite industrie;

Exercer aucune industrie subsidiaire ou pouvant être exercée en rapport avec le commerce précité, y compris, sans limitation à la généralité de ce qui précède, le commerce de marchands et cultivateurs du houblon, négociants de malt et grains, tonneliers, fabricants de bouteille, bouchons, commerçants de levain et manufacturiers de boîtes, commerçants de matériaux et appareils propres à servir à cette industrie;

Se livrer aux opérations de packagage sous toutes formes, y compris celles de voituriers généraux et agents expéditeurs, propriétaires de magasins d'entrepôts; agents de transfert et messageries, et à aucunes autres opérations similaires;

Manufacturer, acheter, vendre et trafiquer de véhicules d'aucune espèce, y compris les wagons, trains, automobiles, camions, remorques et autres voitures à traction animale ou mécanique;

Posséder, maintenir et exploiter des magasins, entrepôts, garages, ateliers de réparations et forges; écuries et autres bâtisses utiles en rapport avec le commerce de la compagnie;

Solliciter, acheter ou autrement acquérir des patentes, brevets d'invention, formules, marques de commerce, licences, concessions et choses semblables conférant aucun droit limité, ou non exclusif à l'usage d'aucun secret et autres renseignements relatifs ou se rapportant à toutes inventions propres à servir à aucun des objets de la compagnie, exercer développer et accorder des permis y relatifs autrement disposer de ces patentes, licences ou concessions, ou autrement faire valoir les dites patentes, licences et concessions, biens, droits ou renseignements ainsi acquis;

Etablir et tenir des agences et succursales d'affaires;

Letters patent

" Molson's Brewery, Limited ".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty ninth day of November, 1921, incorporating: Herbert Molson, Frederick-William Molson and Herbert-William Molson, brewers, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of brewers, malsters, bottlers and manufacturers of and dealers in materials and apparatus used in connection with or incidental of the said business;

To carry on any business ancillary to or which can be carried on in connection with the aforesaid business, including, without limiting the generality of the foregoing, the business of hop merchants and growers, malt factors, grain dealers, coopers, bottle makers, bottle-stopper makers, yeast dealers and box manufacturers, and dealers in materials and apparatus capable of being used incidental thereto.

To carry on a cartage business in all its branches, including the business of general carriers and forwarding agents, storage and warehouse men, transfer, and express agents, and any other similar business;

To manufacture, buy, sell and deal in vehicles of any kind, including wagons, sleighs, automobiles, trucks, drays and other conveyances propelled by animal or motive power;

To own, maintain and operate storage houses, warehouses, garages, machine and blacksmith shops, stables and other buildings useful in connection with the company's business;

To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, concessions, formulae, recipes, processes, trade marks, trade names or copyrights conferring exclusive or non-exclusive or limited rights to use any secret or other information which may seem capable of being used for any of the purposes of the company or the acquisition of which may seem to benefit the company, and to use, exercise, develop and grant licenses in respect thereof or otherwise turn the same to account;

To establish and carry on agency depots and branch places of business;

Acheter ou autrement acquérir et assumer la totalité ou aucune partie de l'actif, du commerce, de la propriété, des privilèges, contrats, droits, obligations et du passif d'aucune personne ou compagnie exerçant aucun commerce que la présente compagnie est autorisée à exercer, ou aucun commerce semblable à celui, ou en possession de biens convenant à ses fins ou que la compagnie peut acheter, louer ou acquérir, et les payer totalement ou partiellement en actions partiellement ou entièrement libérées, en obligations, débiteures ou autres valeurs de la compagnie;

S'amalgamer avec aucune autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie;

Faire société ou aucune convention pour le partage des bénéfices, l'union des intérêts, la coopération, le risque mutuel, la concession réciproque ou autre avec aucune personne ou compagnie exerçant, se livrant à, sur le point d'exercer ou de se livrer à aucun commerce ou genre d'affaires que la compagnie est autorisée à exercer ou auquel elle peut se livrer aussi prêter de l'argent, garantir les contrats, ou autrement aider aucune telle personne ou compagnie, souscrire ou autrement acquérir des actions et valeurs d'aucune telle compagnie, aussi les vendre, détenir ou autrement négocier;

Acquérir et détenir des actions, obligations ou débiteures d'aucune autre compagnie autorisée à exercer la totalité ou aucune partie d'aucun commerce que la compagnie est autorisée à exercer;

Employer l'excédant des deniers de la compagnie en le prêtant à intérêt, et le placer sur des terrains, hypothèques foncières, sur actions, obligations ou débiteures d'aucun gouvernement, d'aucune corporation publique ou compagnie à fonds social, sous le nom de "Molson's Brewery, Limited", avec un fonds social total de trois millions de piastres (\$3,000,000.00), divisé en trente mille (30,000) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, vingt-neuvième jour de novembre 1921.

Le sous-secrétaire de la province,
4233 C.-J. SIMARD.

**"Lasalle Investment Company,
Incorporated".**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-huitième jour de novembre 1921, constituant en corporation : Thomas-Joseph Coonan, Arthur-Reginald-Whitney Plimsoll, Michael-Thomas Burke, avocats; Edmund-Hugh Reilly, notaire public, et Florence Walsh, fille majeure, secrétaire privée, tous de 136 Saint-Jacques, Montréal, aux fins suivantes :

Tenir un commerce général d'agence et de courtage;

Souscrire, prendre, acheter, vendre, échanger, détenir, hypothéquer ou autrement trafiquer d'obligations, débiteures et autres valeurs des corporations municipales, des compagnies industrielles, commerciales et financières;

Contrôler, promouvoir, organiser, administrer, ou développer aucune corporation, compagnie, aucun syndicat;

Faire aucune convention relativement au partage des bénéfices, à l'union, à la coopération

To purchase or otherwise acquire and undertake all or any part of the assets, business, property, privileges, contracts, rights, obligations and liabilities of any person or company carrying on any business which this company is authorized to carry on or any business similar thereto or possessed of property suitable for the purposes thereof or which the company may be hereby empowered to purchase, lease or otherwise acquire and to pay for the same in whole or in part in fully or partly paid shares, bonds, debentures or other securities of the company;

To amalgamate with any other company having objects similar in whole or in part to this company;

To enter into any partnership or into any arrangement for sharing of profits or union of interests with any person or company carrying on or engaged in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in and to make advances to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company and to sell, hold or otherwise deal with the same;

To acquire and hold shares, bonds or debentures of any other company having power to carry on in whole or in part any business which the company is authorized to carry on;

To employ the surplus funds of the company by lending the same at interest or to invest the same in lands or mortgages or hypothecs upon land or in the stocks, bonds or debentures of any government, public corporation or joint stock company, under the name of "Molson's Brewery, Limited", with a total capital stock of three million dollars (\$3,000,000.00), divided into thirty thousand (30,000) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty ninth day of November, 1921.

C.-J. SIMARD,
4234 Assistant Provincial Secretary.

**"Lasalle Investment Company,
Incorporated".**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty eighth day of November, 1921, incorporating : Thomas-Joseph Coonan, Arthur-Reginald-Whitney Plimsoll, Michael-Thomas Burke, advocates; Edmund-Hugh Reilly, notary public and Florence Walsh, spinster, private secretary, all of 136 Saint James street, Montreal, for the following purposes :

To carry on a general agency and brokerage business;

To subscribe for, underwrite, buy, sell, exchange, hold, hypothecate or otherwise deal in the stock bonds, debentures and other securities of municipal, industrial, commercial and financial corporations or companies;

To control, promote, organize, manage or develop any corporation, company or syndicate;

To enter into any agreement for the purpose of sharing profits, uniting or co-operating with

avec aucune personne, firme, association ou corporation se livrant ou sur le point de se livrer à aucune affaire ou transaction commerciale, financière ou autre ;

Agir en qualité d'agents et courtiers de placement, prêt, paiement, transmission et perception de deniers, de transfert et d'enregistrement d'obligations, de débetures, d'actions ou d'autres valeurs, acceptés, exécutés et remplir aucun fidéicommiss confié à la compagnie par aucune personne, corporation ou cour de justice, aussi prendre, détenir, transférer et céder toute propriété, foncière ou personnelle, pouvant être accordée, cédée ou confiée à la présente compagnie, avec son actif, d'après cette fiducie, mais rien dans les présentes ne sera interprété comme conférant à la compagnie aucun des pouvoirs des fiduciaires, tels que définis par 3 Geo., V, chap. 44 ;

Solliciter, acheter, ou autrement acquérir des brevets, licences, concessions et choses semblables conférant aucun droit limité, exclusif ou non-exclusif à l'usage d'aucun secret ou autre renseignement relatif à aucune invention, aussi faire valoir, vendre, louer ou autrement trafiquer de ces brevets, licences ou concessions ;

Emettre et distribuer des actions libérées de la compagnie constituée aux présentes en paiement intégral d'aucun commerce, des franchises, entreprises, biens, droits, pouvoirs, privilèges, baux, licences, contrats, biens-fonds, parts, obligations, débetures et autres biens ou droits qu'elle peut légalement acquérir en vertu des pouvoirs qu'accordent les présentes ;

Distribuer aux actionnaires de la compagnie, en nature, aucune propriété de la compagnie, et particulièrement aucunes actions, débetures, ou valeurs dans d'autres compagnies, appartenant à la corporation, ou dont la présente compagnie peut disposer ;

Faire affaires comme entrepreneurs-général, et pour cela conclure des contrats de toute nature pour la construction de bâtisses, usines, outillages ou autres choses, mobilières ou immobilières, pour d'autres personnes ou compagnies, prendre aussi des contrats pour construire des bâtisses ou d'autres choses, et, si on le juge à propos, les sous-louer à d'autres entrepreneurs, agir aussi comme gérants d'aucuns travaux à être faits par aucune autre personne, firme ou corporation pour un honoraire ou une part dans les bénéfices, exécuter tous autres travaux propres à profiter à la compagnie ;

Faire affaires comme compagnie, agent ou courtier en biens-fonds, aussi acheter, vendre, ou trafiquer de terrains, tenements, bâtisses et autres propriétés immobilières, y compris des fermes, les gérer, pour d'autres moyennant rétribution ;

Faire tous actes, exercer tous pouvoirs et aucun commerce propres à la parfaite réalisation des objets pour lesquels la compagnie est constituée, sous le nom de "Lasalle Investment Company, Incorporated" avec un fonds social total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-huitième jour de novembre 1921.

Le sous-secrétaire de la province,

4237

C.-J. SIMARD.

any person, firm, association or corporation engaged in or about to engage in or carry on any commercial, financial or other business or transaction ;

To act as agents and brokers for the investment, loan, payment, transmission and collection of money, the transfer and recording of bonds, debentures, shares or other securities and to accept execute and fulfil any trust committed to the company by any individual, corporation or court of law, and to take, hold, transfer and convey all property, real or personal, which may be granted conveyed or committed to this company, with its assent, upon such trust, but no words herein contained shall confer upon the company any of the powers of trustees as defined by the Act 3 Geo. V, chap. 44 ;

To apply for, purchase, or otherwise acquire any patents, licenses, concessions, and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use, or any secret or other information as to any invention, and to turn to account, sell, lease or otherwise deal in such patents, licenses or concessions ;

To issue and allot as fully paid-up shares of the company hereby incorporated, in payment or part payment of any business, branchise, undertaking, property, rights, powers, privileges, lease, license, contract, real estate, stock, bonds, debentures and other property or rights which it may lawfully acquire by virtue of the powers herein granted ;

To distribute among the shareholders of the company in kind, any property of the company, and in particular any shares, debentures, or securities in other companies belonging to the company, or which the company may have the power to dispose of ;

To carry on the business of general contractors, and for that purpose to enter into all kinds of contracts for the erection, of buildings, plant, equipment or other things whether moveable or immoveable for other persons or companies, and to take contracts for the erection of buildings or other things and if deemed advisable to sublet the same to other contractors and to act as managers of any work to be done by any other person, firm or corporation for a fee or share of profit, and to carry on all other works that may enure to the benefit of the company ;

To carry on the business of a real estate company, agent or broker, and to buy, sell or deal in lands, tenements, buildings and other immoveable property, including farms and to manage the same for others for a fee ;

To do all acts and exercise all powers and to carry on any business incidental to the proper fulfilment of the objects for which the company is incorporated, under the name of "Lasalle Investment Company, Incorporated", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty fifth day of November, 1921.

C.-J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary.

4238

"Paris Hat Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-troisième jour de novembre 1921, constituant en corporation : Léo-David Crystol, Morris - Bernard Signer, étudiants et Michael Garber, avocat, tous de 97 rue Saint-Jacques, dans le district de Montréal, aux fins suivantes :

Manufacturer, acheter, vendre, importer, exporter, faire commerce et trafiquer de tous genres de chapeaux, formes de chapeaux, calottes, fourrures, modes, hardes, vêtements, drap, coton, tweeds, laines, tissus, nouveautés ou d'aucuns articles connexes d'aucune manière, directement ou indirectement, au commerce susmentionné ;

Acheter, revendre, accepter, prendre, recevoir, acquérir, détenir, vendre ou disposer d'aucune manière d'actions, parts, ordinaires ou privilégiées, de débetures, bons et autres obligations dans aucune autre compagnie dont les objets sont semblables en tout ou en partie aux objets de la présente compagnie, ou exerçant aucun commerce propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, voter sur les actions ainsi détenues par le ministère d'un ou plusieurs agents que les directeurs nommeront ;

Acquérir, assumer, louer et exploiter aucune corporation, compagnie, firme ou société exerçant un commerce d'aucune manière connexe, directement ou indirectement, au commerce ou à partie du commerce exercé par la "Paris Hat Company", avec l'actif, les marques de commerces, plans, brevets, licences, et l'achalandage se rattachant directement ou indirectement aux objets de la "Paris Hat Company", en payer le prix convenu soit en argent, soit en actions entièrement libérées du capital de la compagnie constituée aux présentes, ou partie en argent et parties en parts acquittées ;

Ouvrir et tenir des succursales, fabriques, entrepôts, magasins, ateliers, agences privées, comptoirs de magasins à rayons, et tous postes de commerce où peuvent se transiger les affaires de la compagnie ;

Prendre des agences pour aucune compagnie, corporation, société ou personne exerçant un commerce semblable d'aucune manière à celui de la présente compagnie ;

Vendre, transférer ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie du commerce de la présente compagnie en faveur d'aucune corporation, société ou personne, et accepter en paiement des actions, débetures, obligations ou valeurs d'aucune autre compagnie ;

Acquérir, acheter, louer, céder à bail, échanger ou disposer d'aucune manière d'aucuns immeubles ou biens-fonds que la présente compagnie croira nécessaires ou utiles à l'exercice d'aucun de ses commerces ;

Emettre, vendre et distribuer, avec l'approbation des actionnaires, pour services rendus professionnels ou autres, des actions entièrement libérées du capital de la présente compagnie, sous le nom de "Paris Hat Company, Limited", avec un fonds social total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

"Paris Hat Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty third day of November, 1921, incorporating : Léo-David Crystol, Morris-Bernard Signer, students, and Michael Garber, advocate, all of 97, Saint James street, Montreal, in the district of Montreal, for the following purposes :

To manufacture, buy, sell, import, export, trade and deal in all kinds of hats, hat frames, caps, furs, millinery, clothing, wearing apparel, cloth, cotton, tweeds, wollens, fabrics, dry goods or any article connected in any way, directly or indirectly with the above mentioned trade ;

To purchase, resell, accept, take, receive, acquire, hold, sell or dispose of in any way, shares, stock, either common or preferred debentures, bonds and other obligations in any other company having objects similar in whole or in part to the objects of this company, or carrying on any business capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit this company, and to vote all shares so held through such agent or agents as the directors may appoint ;

To acquire, take over, lease and operate any corporation, company, firm or partnership carrying on business in any line connected directly or indirectly with the business or part of the business carried on by the "Paris Hat Company", together with any assets, trademarks designs, patents, licenses and good-will connected directly or indirectly with the purposes of the "Paris Hat Company" and to pay for same the price agreed upon either in cash or in fully paid-up shares of the capital stock of the company thereby created, or partly in cash and partly in paid up shares ;

To open and operate branches, manufactories, warehouses, stores, shops, private agencies, counters in departmental stores and all kinds of places of business where the business of the company may be carried on ;

To take agencies for any company, corporation, partnership or person carrying on business in any line connected with any of the present company's objects ;

To amalgamate with any company, partnership or person carrying on a business similar in any way to that of the present company ;

To sell, transfer or otherwise dispose of the whole or any part of the present company's business to any corporation, partnership or person and to accept in consideration shares, debentures, bonds or securities of any other company ;

To acquire, buy, purchase, lease, rent, sell, exchange or dispose of in any way any immovable property or real estate which the present company may consider necessary or useful to carry out any of its business ;

To issue, sell and allot, with the approval of the shareholders, for services rendered to the company, either professional or otherwise, fully paid-up shares of the capital stock of the present company, under the name of "Paris Hat Company, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-troisième jour de novembre 1921.

Le sous-secrétaire de la province,
4239 C.-J. SIMARD.

The head office of the company, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty-third day of November, 1921.

C.-J. SIMARD,
4240 Assistant Provincial Secretary.

"Land Construction Company".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du troisième jour de novembre 1921, constituant en corporation : Frank-Breadon Common, avocat : Francis-George Bush, teneur-de-livres; et William-Patrick Creagh, sténographes; tous de la cité et du district de Montréal, aux fins suivantes :

Acquérir par achat, bail, échange, concession ou autrement des lots de ville, fermes, terrains miniers ou fruitiers, emplacements urbains, terres à pâturages et terre à bois, et tout genre de biens-fonds et immeubles ou aucun intérêts et droits en iceux en loi en équité; ou autres quelconques; prendre, bâtir, détenir, posséder, maintenir, exploiter, développer, vendre, louer, échanger, améliorer et autrement trafiquer et disposer de ces lots, terrains, sites, biens-fonds et immeubles, ou d'aucuns intérêts afférents, disposer d'aucune partie des terrains et propriétés acquis, les subdiviser en lots à bâtir, et généralement en faire des lopins rues et lots à bâtir, pour fins de résidence ou autres, avec pouvoir de construire des rues sur telles propriétés, des égouts et drains nécessaires, y bâtir des résidences ou autres édifices, outiller les bâtisses ainsi construites de l'éclairage électrique, du chauffage du gaz, de l'eau ou autres commodités ;

Agir comme agents pour vendre et-acheter des biens-fonds et tous intérêts en iceux, et, en récompense, faire des placements fonciers pour aucunes personnes; agir aussi comme agents vendeurs pour les propriétaires de biens-fonds, subdivisions, lots à bâtir, emplacements urbains ou terrains d'aucune sorte et intérêts connexes, assumer et acquérir d'aucune personne ou corporation aucune agence inclusive ou autre pour la vente d'aucuns tels terrains, sites ou intérêts connexes, prendre cession et exécutés aucuns contrats faits par aucune personne avec aucune autre personne ou corporation pour la vente d'aucuns tels terrains, sites ou intérêts connexes, comme agents ou en une autre qualité, et généralement agir comme agents de biens-fonds, maisons et loyers, et incidemment faire affaires comme agent d'assurance-feu ;

Exercer toute autre industrie (manufacturière ou non) que la compagnie pourra exercer convenablement en même temps que son industrie ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou des droits de la compagnie ou les rendre profitables ;

Demander, acheter, ou acquérir autrement, tous brevets, marques de commerce, permis, concessions et choses de même nature conférant un droit exclusif ou non exclusif ou limité d'utiliser quelque secret ou autre renseignement au sujet d'une invention qui pourrait être employée pour les fins quelconques de la compagnie ou dont l'acquisition serait de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et utiliser, exercer, développer ou permettre l'usage ou faire valoir autrement les biens, les droits ou les renseignements acquis de cette manière ;

"Land Construction Company".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of November, 1921, incorporating: Frank-Breadon Common, advocate; Francis-George Bush, bookkeeper; and William-Patrick Creagh, stenographer, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To acquire by purchase, lease, exchange, concession or otherwise city lots, farm lands, mining or fruit lands, town sites, grazing and timber lands and any description of real estate and real property or any interest and rights therein legal or equitable or otherwise howsoever; to take, build upon, hold, own, maintain, work, develop, sell, lease, exchange, improve and otherwise deal in and dispose of such lots, lands, sites, real estate and real property or any interest therein, to deal with any portion of the lands and property so acquired, subdividing the same out in to building lots, and generally laying the same out into lots, streets and building sites for residential purpose or otherwise, and with power to construct streets thereon, necessary sewerage and drainage system, to build upon same for residential purposes or otherwise, to supply buildings so erected with electric light, heat, gas, water or other requisites, therefor;

To act as agents for the sale and purchase of real estate and all interests therein and for reward to procure real estate investments for any person; to act as selling agents for the owners of any real estate, subdivision, building sites, town sites or lands of any kind or any interest therein, and to take over and acquire from any person or corporation any agency inclusive or otherwise for the sale of any such lands, sites or interest therein, and to accept an assignment of an perform any contracts made by any person with any other person or corporation for the sale of any such lands, sites or interest therein as agents or otherwise, and generally to act as real estate, house, and rental agents, and as incidental thereto to carry on the business of fire insurance agents;

To carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property, rights or products ;

To apply for, purchase or otherwise acquire any trade-marks, trade names, patents, licenses, concessions and the like conferring any exclusive or non-exclusive or limited or unlimited right to use, or any secret or other information as to any invention, formula, recipe or process, which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated, directly or indirectly, to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer, ou acquérir autrement toute affaire ou biens mobiliers et tous les droits ou privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie, et en particulier toute machinerie, équipement, fonds de commerce ;

Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements de toute personne, société ou compagnie exerçant une industrie que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie, et les payer en actions du capital de la présente compagnie ou en obligations ou autres valeurs de la présente compagnie ou autrement en paiement du prix d'achat ;

Promouvoir et devenir actionnaire de toute compagnie ou compagnies dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie ou pour toute autre fin de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie ; garantir aussi le remboursement du capital, le service des dividendes et intérêts sur les actions, parts, obligations, débetures et autres valeurs ainsi que l'exécution des contrats par aucunes telles personnes ;

S'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou autres avec toute personne ou société, association ou compagnie exerçant ou engagée ou sur le point d'exercer ou d'entreprendre une industrie ou transaction que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'entreprendre ou qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie ; et prêter des fonds, garantir les contrats ou aider autrement cette dite personne ou compagnie, et prendre ou acquérir autrement des actions valeurs de toute compagnie semblable, et les vendre, les détenir, les réemettre, avec ou sans garantie, ou en disposer autrement ;

Souscrire, prendre ou acquérir autrement et détenir des actions, du capital ou des titres de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie ; et les vendre ou autrement en disposer ;

Demander, obtenir, acquérir par cession, transfert, achat ou autrement, et exercer, exécuter et jouir de toute charte, permis, pouvoir, autorisation, franchise, concession, droits ou privilèges qu'un gouvernement ou une autorité ou toute corporation ou autre corps public aurait le pouvoir d'accorder, et les payer, aider et contribuer à les mettre en vigueur, et affecter les actions, les obligations et les biens quelconques de la compagnie pour en défrayer les frais et dépens nécessaires ;

Prélever et aider à prélever de l'argent, aider au moyen de boni, lieu, endossement, garantie d'obligations, de débetures ou d'autres valeurs, ou autrement, aucune autre compagnie ou corporation, garantir l'exécution des contrats par aucune telle compagnie, corporation, ou par une ou plusieurs autres personnes avec lesquelles la compagnie pourra se trouver en relations d'affaires ;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire, any moveable or immoveable property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business and in particular any machinery, plant, stock-in-trade ;

To acquire, or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities or assets of any individual partnership or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company, and to issue paid-up shares or bonds or both for the payment of the purchase price thereof ;

To promote and become a shareholder in any company or companies for the purposes of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company, and to guarantee payment of the principal of and dividends and interest on the shares, stock, bonds, debentures and other securities of and the performance of contracts by any such company ;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits or expense, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concessions or otherwise with any person, partnership, association or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in, any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction which may seem capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company ; and to lend money to, guarantee the contracts of or otherwise assist any such person, partnership, association or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such partnership, association or company, and to sell, hold, re-issue, with or without guarantee or otherwise deal with the same ;

To subscribe for, take up or otherwise acquire and hold shares or stock or other securities of or in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company, and to sell or otherwise dispose of the same ;

To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy any license, power, authority, franchise, concession, rights or privilege, which any government of authority or any corporation or other public body may be empowered to grant, and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the company's shares, bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof ;

To raise and assist in raising money for and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other person, firm, company or corporation with whom the company may have business relations, and to guarantee the performance of contracts by any such company, or corporation ;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required in such

Distribuer en espèces ou autrement sur résolution, les biens quelconques de la compagnie entre ses membres, et en particulier les actions, les obligations, les débentures ou autres valeurs de toute autre compagnie formée pour prendre à son nom la totalité ou une partie quelconque de l'actif et du passif de la présente compagnie;

Se consolider ou s'amalgamer avec aucune autre compagnie dont les objets sont entièrement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie;

Vendre, louer ou autrement en disposer, du commerce, des biens, de l'entreprise de la compagnie ou d'aucune partie d'icelle, moyennant le prix que la compagnie croira convenable, et particulièrement moyennant des actions, débentures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont entièrement ou partiellement semblables à ceux de la présente corporation;

Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités; faire toutes les choses précitées ou aucune d'icelles comme principaux, ou agents, entrepreneurs, ou en une autre qualité comme fiduciaires, mandataires, ou autrement, et soit seul, soit conjointement avec d'autres, sous le nom de "Land & Consturction Company", avec un fonds social total de quatre-vingt-quinze mille piastres (\$95,000.00), divisé en neuf cent cinquante (950) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera en la cité de Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce troisième jour de novembre 1921.

Le sous-secrétaire de la province,

4243

C.-J. SIMARD.

manner as from time to time may be determined;

To distribute in specie or otherwise, any assets of the company among its members, and particularly any shares, bonds, debentures or other securities received as the consideration of the sale of the whole or any portion of the property of the company, or the shares, bonds, debentures or other securities of any other company formed to take over the whole or any part of the assets or liabilities of this company;

To consolidate or amalgamate with any other company having objects similar in whole or in part to those of this company;

To lease, sell or otherwise dispose of the business, property or undertakings of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To do all such things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, and to do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise, and by or through trustees, agents or otherwise, and either alone or in conjunction with others, under the name of "Land & Consturction Company", with a total capital stock of ninety five thousand dollars (\$95,000.00), divided into nine hundred and fifty (950) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company, will be in the city of Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this third day of November, 1921.

C.-J. SIMARD,

4244

Assistant Provincial Secretary.

Demandes à la Législature

Avis public est par les présentes donné que demande sera faite à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par la ville de Louiseville, pour l'adoption d'une loi aux fins de reviser et refondre sa charte; d'amender à son sujet les lois générales et spéciales et d'appliquer la Loi des cités et des villes en amendement au besoin certaines dispositions, entre autres celles relativement à la continuation des droits, pouvoirs, règlements, résolutions, ordonnances, actes, documents et droits déjà acquis aux quartiers de la ville, à l'élection et aux fonctions du maire et des échevins et à leur terme d'office; à l'intérêt exigible sur les arrérages de taxes et cotisations; aux services d'eau dans la municipalité et dans les municipalités avoisinantes; à la soustraction de la dette de la ville dans l'application des articles 5776 et suivants S.R.Q., 1909, les montants empruntés pour l'achat et la construction d'un aqueduc, et pour autres fins.

Louiseville, 6 décembre 1921.

Le secrétaire-trésorier,

4287-49-4

J.-A. FERRON.

Applications to the Legislature

Public notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, by the town of Louiseville, for an act to revise its charter and amend on its behalf the general and special laws and to apply thereto the Cities and Towns' Act with amendments to certain provisions, when required, among others respecting the continuance of the rights, powers, by-laws, resolutions, ordinances, acts, documents and rights already acquired the wards of the town, the election and attributions of the mayor and aldermen and their term of office; the interest to be charged on arrears of taxes and assessments; water service in the municipality and in adjacent municipalities; the subtraction from the debt of the town in so far as articles 5776 and following of the Q.R.S., 1909, may apply, of the sums borrowed from the purchase and construction of waterworks, and for other purposes.

Louiseville, 6th December, 1921.

J.-A. FERRON,

4288-49-4

Secretary-Treasurer.

VILLE DE MONTREAL-ouest

TOWN OF MONTREAL WEST.

Avis public est aux présentes donné que la ville de Montréal-Ouest demandera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, une loi amendant sa charte, loi 1 George V (2e session), c. 65 et les amendements subséquents, à l'effet de lui donner certains pouvoirs qu'elle ne possède pas de créer et constituer des rôles spéciaux de perception pour le prélèvement des taxes spéciales couvrant le coût de la construction de routes, trottoirs, améliorations hydrauliques et égouts, prévus par les règlements Nos 78 et 80 de ladite ville, en vue de répartir partie de ces frais sur les propriétaires adjacents, tel que pourvu par lesdits règlements; la balance dudit coût pour être prélevé au prorata, par répartition spéciale sur toute la propriété immobilière imposable de ladite ville, et pour d'autres fins.

Montréal, 7 décembre 1921.

Les avocats de la ville de Montréal-Ouest,
DAVIDSON, WAINWRIGHT,
4291—49-4 ELDER & HACKETT.

Public notice is hereby given that the town of Montreal West will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for an act amending its charter, being the act 1 George V (2nd session), c. 65 and subsequent amendments, to give it certain powers which it does not possess to create and enact special collection rolls for the levying of the special taxes covering the cost of construction of roads, sidewalks and water and sewer facilities, provided by by-laws Nos. 78 and 80 of the said town, with a view to assessing a portion of such cost upon the frontage proprietors as by said by-laws provided; the balance of said cost to be levied rateably by special assessment upon all the taxable immovable property of the said town, and for other purposes.

Montreal, 7th December, 1921.

DAVIDSON, WAINWRIGHT,
ELDER & HACKETT,
Solicitors for the town of Montreal
4292—49-4 West.

Ordre de Cour

Rule of Court

Province de Québec, district d'Arthabaska, Cour supérieure, No 476-479.

Albert Houle, commerçant, de la ville d'Arthabaska, et y faisant affaires en la ville de Victoriaville, sous la raison sociale de "Houle & Frère", demandeur; vs François St. Pierre, cultivateur, de la paroisse de Sainte-Hélène-de-Chester, défendeur; et Paul Grenier, cultivateur, de Victoriaville, opposant.

Il est ordonné aux créanciers de François St. Pierre, cultivateur, de la paroisse de Sainte-Hélène-de-Chester, de produire au greffe de la Cour supérieure, leurs réclamations dans les quinze jours de la date de la première insertion du présent avis.

Arthabaska, 26 novembre 1921.

Les P. C. S.,
4285—49-2 MARCEAU & PICHE.

Province of Quebec, district of Arthabaska, Superior Court, No. 476-479.

Albert Houle, trader, of the town of Arthabaska, and there carrying on business in the town of Victoriaville, under the firm name of "Houle & Frère", plaintiff; vs François St. Pierre, farmer, of the parish of Sainte-Hélène-de-Chester, defendant; and Paul Grenier, farmer, of Victoriaville, *opposant*.

It is ordered to the creditors of François St. Pierre, farmer, of the parish of Sainte-Hélène-de-Chester, to file their claims at the office of the clerk of the Superior Court, within fifteen days from the date of the first insertion of the present notice.

Arthabaska, 26th November, 1921.

MARCEAU & PICHE,
4286—49-2 P. S. C.

VENTES PAR LE SHÉRIF
BEDFORDSHERIFF'S SALES
BEDFORD

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District d'Iberville.

Province de Québec, }
District d'Iberville. } STEWART, DE-
No 44. } NAULT & COM-
demandeurs; vs PAUL LEFEBVRE ET AL, PANY, LIMITED, défendeurs.

Comme appartenant au défendeur:

Une partie du lot numéro 1248 du canton Bolton, partie est dans le district de Bedford, mesurant une demi-acre et borné comme suit: à partir d'un point du côté nord-est d'un chemin

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS.

Superior Court.—District of Iberville.

Province of Quebec, }
District of Iberville. } STEWART, DE-
No 44. } NAULT & COM-
plaintiff; vs PAUL LEFEBVRE ET AL, defend- PANY, LIMITED, ants.

As belonging to defendant:

A certain part of lot number 1248 of the township of Bolton east part, in the district of Bedford, containing one half acre and bounded as follows: commencing at a point on the north

east side of a road leading from Eastman to Magog, thence along the north east side of the road Magnetically south twenty four degrees and thirty minutes, east one hundred and sixty four (164) feet to a post, from thence North twenty fourth degrees and thirty minutes, west one hundred and forty (140) feet on a straight line running north; thence turning west, and running in a straight line a distance of one hundred and sixty four (164) feet, then running south a distance of one hundred and forty feet (140) to the place of beginning—with the buildings thereon, as the whole is actually fenced in.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Edward d'Eastman, in the township of Bolton, in the district of Bedford, on the TWENTY FIRST day of JANUARY, one thousand nine hundred and twenty two, at the hour of ONE o'clock in the afternoon.

Sheriff's office, Sweetsburg, 6th December, 1921.

C. B. JAMESON,

4294—49-2

Sheriff.

[First publication, 10th December, 1921]

conduisant de Eastman à Magog, de là le long du côté nord-est du chemin vingt-quatre degrés magnétiques et trente minutes, à l'est cent soixante-quatre (164) pieds jusqu'à un poteau, de là vers le nord vingt-quatre degrés et trente minutes, à l'ouest cent quarante (140) pieds en ligne droite vers le nord; de là, en tournant à l'ouest, et en ligne droite une distance de cent soixante-quatre (164) pieds, de là vers le sud une distance de cent quarante pieds (140) jusqu'au point de départ—avec les bâtisses qui s'y trouvent, le tout tel qu'enclos actuellement.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Edouard-d'Eastman, dans le canton Bolton, dans le district de Bedford, le VINGT-UNIÈME jour de JANVIER, mil neuf cent vingt-deux, à UNE heure de l'après-midi.

Bureau du shérif, Sweetsburg, le 6 décembre 1921.

Le shérif,

4293—49-2

C. B. JAMESON,

[Première publication, 10 décembre 1921]

Index de la Gazette Officielle de Québec, No 49.

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :—

Dme Ames vs Dustin.....	2572
" Arbour vs Morin.....	2574
" Boulineau vs Vexiau.....	2574
" Berthiaume vs Laniel.....	2575
" Charbonneau vs Charbonneau.....	2572
" Coffer vs Schwartz.....	2573
" Dion vs Archambault.....	2575
" Dubee vs Gavey.....	2574
" Girard vs Jodoin.....	2573
" Guimond vs Larochelle.....	2573
" Grenier vs Blais.....	2574
" Maclure vs Houle.....	2573
" Marcotte vs Sévigny.....	2573
" Rappaport vs Barad.....	2574
" Scherer vs Weininger.....	2572
" Vallée vs Tardif.....	2574

ACTION EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS :

Belland vs Dme Wallace.....	2575
-----------------------------	------

ANNONCEURS :—Avis aux :—..... 2557

AVIS DE DÉPOT :—

La Cie de Brique et de Sable des Lauren- tides, ltée.....	2575
--	------

AVIS DIVERS :—

C.-O. Saint-Jean, ltée.....	2576
-----------------------------	------

BILLS PRIVÉS, ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE :—

Avis de l'Assemblée législative.....	2559
--------------------------------------	------

DEMANDES A LA LÉGISLATURE :—

Barsalou, Hector.....	2567
Barrette, Hermann.....	2569
Berthiaume, Edouard et al.....	2567

Index of the Quebec Official Gazette, No 49.

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :—

Dme Ames vs Dustin.....	2572
" Arbour vs Morin.....	2574
" Boulineau vs Vexiau.....	2574
" Berthiaume vs Laniel.....	2575
" Charbonneau vs Charbonneau.....	2572
" Coffer vs Schwartz.....	2573
" Dion vs Archambault.....	2575
" Dubee vs Gavey.....	2574
" Girard vs Jodoin.....	2573
" Guimond vs Larochelle.....	2573
" Grenier vs Blais.....	2574
" Maclure vs Houle.....	2573
" Marcotte vs Sévigny.....	2573
" Rappaport vs Barad.....	2574
" Scherer vs Weininger.....	2572
" Vallée vs Tardif.....	2574

ACTION FOR SEPARATION AS TO BED AND BOARD AND PROPERTY :—

Belland vs Dme Wallace.....	2575
-----------------------------	------

ADVERTISERS :—Notice to :—..... 2557

NOTICE OF DEPOSIT :—

La Cie de Brique et de Sable des Lauren- tides, ltée.....	2575
--	------

MISCELLANEOUS NOTICES :—

C.-O. Saint-Jean, ltée.....	2576
-----------------------------	------

PRIVATE BILLS, LEGISLATIVE ASSEMBLY :—

Notice of the Legislative Assembly.....	2559
---	------

APPLICATIONS TO PARLIAMENT :—

Barsalou, Hector.....	2567
Barrette, Hermann.....	2569
Berthiaume, Edouard et al.....	2567

Bureau de direction des commissaires des écoles protestantes de Sherbrooke.....	2566	Board of Protestant School Commissioners of Sherbrooke.....	2566
Congregational Union of Canada.....	2571	Congregational Union of Canada.....	2571
Décary, Wilbrod.....	2567	Décary, Wilbrod.....	2567
Holiness Movement Church in Canada—L'Eglise du mouvement de Sainteté en Canada.....	2570	Holiness Movement Church in Canada—L'Eglise du mouvement de Sainteté en Canada.....	2570
La Maison de l'Immaculée-Conception <i>et al.</i>	2569	La Maison de l'Immaculée-Conception <i>et al.</i>	2569
La Shawinigan Water & Power, Company.....	2568	The Shawinigan Water & Power Company.....	2568
La Société des missions étrangères de la province de Québec.....	2570	La Société des missions étrangères de la province de Québec.....	2570
Le Syndicat Financier de l'Université Laval à Québec.....	2571	Le Syndicat Financier de l'Université Laval à Québec.....	2571
Liverman, Max.....	2568	Liverman, Max.....	2568
McKim (Dme) et Delle McGowan.....	2570	McKim (Dme) and Delle McGowan.....	2570
Municipalité de Saint-Joachim.....	2568	Municipality of Saint-Joachim.....	2568
Société d'Administration Générale.....	2568	Société d'Administration Générale.....	2568
Synode du diocèse de Montréal de l'Eglise d'Angleterre en Canada—Synod of the diocese of Montreal of the Church of England in Canada.....	2571	Synode du diocèse de Montréal de l'Eglise d'Angleterre en Canada—Synod of the diocese of Montreal of the Church of England in Canada.....	2571
Therrien, René.....	2567	Therrien, René.....	2567
Ville de Louiseville.....	2596	Town of Louiseville.....	2596
Ville Lasalle.....	2566	Town Lasalle.....	2566
Ville de Montréal-Ouest.....	2597	Town of Montreal-West.....	2597
DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE : DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION :—			
Saint-Lambert, annex.....	2571	Saint-Lambert, annex.....	2571
DÉPARTEMENT DU TRÉSOR :—			
Cie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de Saint-Bazile.....	2572	Ci d'assuranc mutuell contre le feu de la paroisse de Saint Bazile.....	2572
Security Insurance Company of New Haven.....	2571	Secutiry Insurance Company of New Haven.....	2572
ERRATUM :—			
Page 2209, 15 oct, 1921, Nos 3555-56.....	2577	Page 2209, 15th Oct., 1921, Nos. 3555-56.....	2577
LETTRES PATENTES :—			
Amsel Rosen Company, Lt'd.....	2559	Amsel Rosen Company, Lt'd.....	2559
Annex Provision Company, Lt'd.....	2565	Annex Provision Company, Lt'd.....	2565
Granby Clay Products, Lt'd.....	2566	Granby Clay Products, Lt'd.....	2566
Land Construction Company.....	2594	Land Construction Company.....	2594
Lasalle Investment Company, Inc.....	2591	Lasalle Investment Company, Inc.....	2591
Molsons Brewery, Lt'd.....	2590	Molsons Brewery, Lt'd.....	2590
Montreal Trucking Company, Lt'd.....	2563	Montreal Trucking Company, Lt'd.....	2563
Paris Hat Company, Lt'd.....	2593	Paris Hat Company, Lt'd.....	2592
St. George's Club, Incorporated.....	2561	St. George's Club, Incorporated.....	2561
St. Lin Clothing Company, Lt'd.....	2564	St. Lin Clothing Company, Lt'd.....	2564
LIQUIDATION—AVIS DE :—			
La Compagnie de l'aqueduc de Saint-Hilaire.....	2577	La Compagnie de l'aqueduc de Saint-Hilaire.....	2577
The South Asbestos Mining Company..	2577	The South Asbestos Mining Company..	2577
NOMINATION :—			
Juges de paix:—Distr. de Montréal et Terrebonne.....	2559	Justice of the peace: Distr. de Montréal and Terrebonne.....	2559
ORDRE DE COUR :—			
Grenier vs Boyer.....	2578	Grenier vs Boyer.....	2578
Houle vs St-Pierre.....	2597	Houle vs St-Pierre.....	2597
PROCLAMATION :—			
Expédition des affaires.....	2558	Dispatch of business.....	2558
WINDING UP NOTICE :—			

RATIFICATION DE TITRE :—

La cité de Saint-Lambert.....	2578
Les commissaires d'écoles de la municipalité du village de Sainte-Anne-de-Chincoutimi.....	2578

VENTES—LOI DE FAILLITE :—

Antoine, Joseph.....	2579
Benoit, Pierre.....	2579
Parenteau, Arthur.....	2580

VENTE POUR TAXES MUNICIPALES :—

Ville de la Pointe-aux-Trembles.....	2581
--------------------------------------	------

VENTES PAR LES SHERIFS :—

ARTHABASKA :—

The Royal Trust Company <i>et al</i> vs Rothney.....	2582
--	------

BEDFORD :—

Stewart, Denault & Company, Limited vs Lefebvre <i>et al</i>	2597
--	------

GASPÉ :—

Le Marquand Bros vs Cyr.....	2583
------------------------------	------

HULL :—

P.-T. Légaré, ltée vs Landriault.....	2584
---------------------------------------	------

MONTMAGNY :—

Pelchat <i>et al</i> vs Pépin.....	2500
------------------------------------	------

MONTRÉAL :—

Brossard vs Labelle <i>et al</i>	2587
Côté vs Dubois.....	2587
Décary vs Samson <i>èsq</i> l.....	2586
Deladurantaye vs Cohen.....	2584
Farand vs Dme Robitaille.....	2586
Morgan vs Castonguay.....	2587
Salois (Delles) vs Courchesne.....	2585
The Sun Trust Company, Lt'd vs L'abbé.....	2586

RICHELIEU :—

Martin vs Théroutx.....	2588
-------------------------	------

ROBERVAL :—

Fournier (Dme) vs Verville.....	2588
---------------------------------	------

TROIS-RIVIERES :—

Blais <i>et al</i> vs Savard.....	2589
Juneau vs Ferron.....	2589

CONFIRMATION OF TITLE :—

The city of Saint-Lambert.....	2578
Les commissaires d'écoles de la municipalité du village de Sainte-Anne-de-Chincoutimi.....	2578

BANKRUPTCY ACTS :—

Antoine, Joseph.....	2579
Benoit, Pierre.....	2579
Parenteau, Arthur.....	2580

SALE FOR MUNICIPAL TAXES :—

Town of Pointe-aux-Trembles.....	2581
----------------------------------	------

SHERIFF'S SALES :—

ARTHABASKA :—

The Royal Trust Company <i>et al</i> vs Rothney.....	2582
--	------

BEDFORD :—

Stewart, Denault & Company, Limited vs Lefebvre <i>et al</i>	2597
--	------

GASPÉ :—

Le Marquand Bros vs Cyr.....	2583
------------------------------	------

HULL :—

P.-T. Légaré, ltée vs Landriault.....	2584
---------------------------------------	------

MONTMAGNY :—

Pelchat <i>et al</i> vs Pépin.....	2500
------------------------------------	------

MONTRÉAL :—

Brossard vs Labelle <i>et al</i>	2587
Côté vs Dubois.....	2587
Décary vs Samson <i>èsq</i> l.....	2586
Deladurantaye vs Cohen.....	2584
Farand vs Dme Robitaille.....	2586
Morgan vs Castonguay.....	2587
Salois (Delles) vs Courchesne.....	2585
The Sun Trust Company, Lt'd vs L'abbé.....	2586

RICHELIEU :—

Martin vs Théroutx.....	2588
-------------------------	------

ROBERVAL :—

Fournier (Dme) vs Verville.....	2588
---------------------------------	------

THREE RIVERS :—

Blais <i>et al</i> vs Savard.....	2589
Juneau vs Ferron.....	2589